

SciencesPo

CENTRE DE RECHERCHES
INTERNATIONALES

LES ÉTUDES DU CERI

REGARDS SUR L'EURASIE L'ANNÉE POLITIQUE 2015

Sous la direction de Anne de Tinguy



Regards sur l'Eurasie est une publication du Centre de recherches internationales de Sciences Po (Ceri), dirigée par Anne de Tinguy. Elle propose des clefs de compréhension des événements et des phénomènes qui marquent de leur empreinte les évolutions d'une région, l'espace postsoviétique, en profonde mutation depuis l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. Forte d'une approche transversale qui ne prétend nullement à l'exhaustivité, elle vise à identifier les grands facteurs explicatifs, les dynamiques régionales et les enjeux sous-jacents.

Les auteurs

Anne de Tinguy est professeur des universités, Inalco (Institut national des langues et civilisations orientales), et chercheur au Ceri-Sciences Po/Sorbonne Paris Cité.

Bayram Balci est docteur en science politique, ingénieur de recherche au Ceri-Sciences Po/Sorbonne Paris Cité.

Isabelle Facon est maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, maître de conférence à l'Ecole Polytechnique.

Adrien Fauve est docteur associé au Ceri-Sciences Po, en science politique.

Thorniké Gordadze est docteur en science politique, chercheur associé au Ceri-Sciences Po, conseiller Formation, études et recherches à l'IHEDN (Institut des Hautes Etudes de défense nationale).

Sergeï Guriev est économiste, professeur à Sciences Po/Sorbonne Paris Cité.

Cécile Lefèvre est professeur de sociologie et démographie à l'université Paris-Descartes, Cerlis, Sorbonne Paris Cité, et chercheur en délégation à l'Ined (Institut national d'études démographiques).

Gilles Lepsant est géographe, directeur de recherche au CNRS (Géographie-Cités, Paris), chercheur associé au Ceri-Sciences Po.

Céline Marangé est chargée de recherches sur la Russie et l'Ukraine, domaine Pensées stratégiques comparées à l'IRSEM (Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire).

Les cartes et les graphiques ont été réalisés par l'**Atelier de cartographie de Sciences Po**

Principaux acronymes utilisés dans ce volume

- ♦ Aleca : Accord de libre-échange complet et approfondi
- ♦ Ceca : Communauté européenne du charbon et de l'acier
- ♦ CEI : Communauté des Etats indépendants
- ♦ Daech : acronyme arabe de l'organisation « Etat islamique »
- ♦ EI : « Etat islamique »
- ♦ FMI : Fonds monétaire international
- ♦ ICG : International Crisis Group
- ♦ OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques
- ♦ OCS : Organisation de coopération de Shanghai
- ♦ OMC : Organisation mondiale du commerce
- ♦ OSCE : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
- ♦ OTSC : Organisation du traité de sécurité collective
- ♦ Otan : Organisation du traité de l'Atlantique Nord
- ♦ PEV : Politique européenne de voisinage
- ♦ PIB : Produit intérieur brut
- ♦ PNB : Produit national brut
- ♦ PPA : Parité de pouvoir d'achat
- ♦ UE : Union européenne
- ♦ UEE : Union économique eurasiennne

Table des matières

Introduction	
L'Eurasie post-Maïdan : entre conflits et récession, d'immenses défis à relever	
<i>par Anne de Tinguy</i>	<i>p. 4</i>
Première partie – L'Eurasie dans l'actualité	
La récession russe est-elle cyclique ou structurelle ?	
<i>par Sergeï Guriev</i>	<i>p. 11</i>
Entre Russie et Union européenne, un « entre-deux » énergétique	
<i>par Gilles Lepasant</i>	<i>p. 17</i>
De la Géorgie à l'Ukraine, comment réformer les systèmes postsoviétiques ?	
<i>par Thorniké Gordadze</i>	<i>p. 22</i>
Que savons-nous de l'impact de l'« Etat islamique » sur l'Asie centrale et le Caucase ?	
<i>par Bayram Balci</i>	<i>p. 27</i>
Deuxième partie – L'Eurasie en perspective	
La modernisation de l'armée russe et les enseignements des engagements en Ukraine et en Syrie	
<i>par Isabelle Facon</i>	<i>p. 34</i>
Les diasporas russes dans la stratégie de <i>soft power</i> de Moscou	
<i>par Céline Marangé</i>	<i>p. 40</i>
Qui gouverne le Kazakhstan ?	
<i>par Adrien Fauve</i>	<i>p. 46</i>
Tendances démographiques en Russie et dans les pays du Caucase et d'Asie centrale	
<i>par Cécile Lefèvre</i>	<i>p. 50</i>

L'Eurasie post-Maïdan : entre conflits et récession, d'immenses défis à relever

Anne de Tinguy

Deux ans après Maïdan, l'annexion de la Crimée et le début de l'intervention russe dans le Donbass, le conflit russo-ukrainien et ce qu'il dit de la réaffirmation de la puissance russe restent des facteurs de structuration majeurs des évolutions de l'Eurasie. La tourmente dans laquelle la chute des cours des hydrocarbures a précipité la Russie et les autres pays producteurs, le processus de réforme dans lequel se sont engagés les Etats qui ont conclu un accord d'association avec l'Union européenne, la guerre contre l'organisation « Etat islamique » marquent eux aussi, entre autres, cet espace de leur empreinte. Dans un contexte régional et international bouleversé par ces événements, celui-ci continue à se déchirer autour de deux projets d'intégration de fait concurrents. Pour la Russie et les autres Etats membres de l'Union économique eurasiennne comme pour les Etats qui cherchent à s'ancrer à l'Europe, les défis à relever sont immenses.

Du conflit russo-ukrainien à la guerre contre l'« Etat islamique », l'Eurasie divisée

L'antagonisme russo-ukrainien reste entier et il continue à se répercuter sur les rapports entre les Etats de l'Eurasie et sur leurs relations avec l'UE et les Etats-Unis. Pour l'heure, Minsk-II, l'accord signé le 12 février 2015 en format dit de Normandie (Ukraine, Russie, France, Allemagne), n'a pas permis de trouver une sortie de crise dans le Donbass, où la guerre a fait 8 000 victimes entre avril 2014 et septembre 2015 (selon les données des Nations unies). Le cessez-le-feu, qui n'est devenu réalité qu'à la fin de l'été 2015, demeure très précaire. Et en dépit de la médiation exercée par la France et l'Allemagne, le règlement politique du conflit n'a guère progressé, compliqué entre autres par le renvoi à l'issue du processus initialement prévu pour fin 2015 du rétablissement du contrôle de la frontière ukraïno-russe. Vladimir Poutine, qui a fini par reconnaître le 17 décembre 2015 l'engagement militaire de son pays dans le Donbass, désire-t-il réellement voir ce conflit être réglé « dès que possible » ? Ou cherche-t-il à le geler et à le régionaliser, ce qui permettrait à Moscou de continuer à peser sur les évolutions ukrainiennes en détournant l'attention internationale de ce dossier ? La forte présence que la Russie maintient sur place et ses déclarations n'étaient pas l'hypothèse d'un désengagement. Son hostilité aux choix ukrainiens reste totale.

Entre les deux Etats, les contentieux s'alourdissent – la Crimée notamment est l'objet de vives tensions – et la fracture se creuse : suspension des liaisons aériennes depuis octobre 2015, rupture des liens autrefois nourris dans l'industrie de défense, forte réduction des échanges économiques, suppression à compter du 1^{er} janvier 2016 des tarifs douaniers préférentiels dont bénéficiait l'Ukraine, en réaction à l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange Ukraine-UE, embargo sur les produits alimentaires ukrainiens, etc. Au sein de l'espace eurasiennne, ces événements continuent à susciter de fortes inquiétudes qui impactent les politiques intérieures et extérieures menées par les pays de la zone.

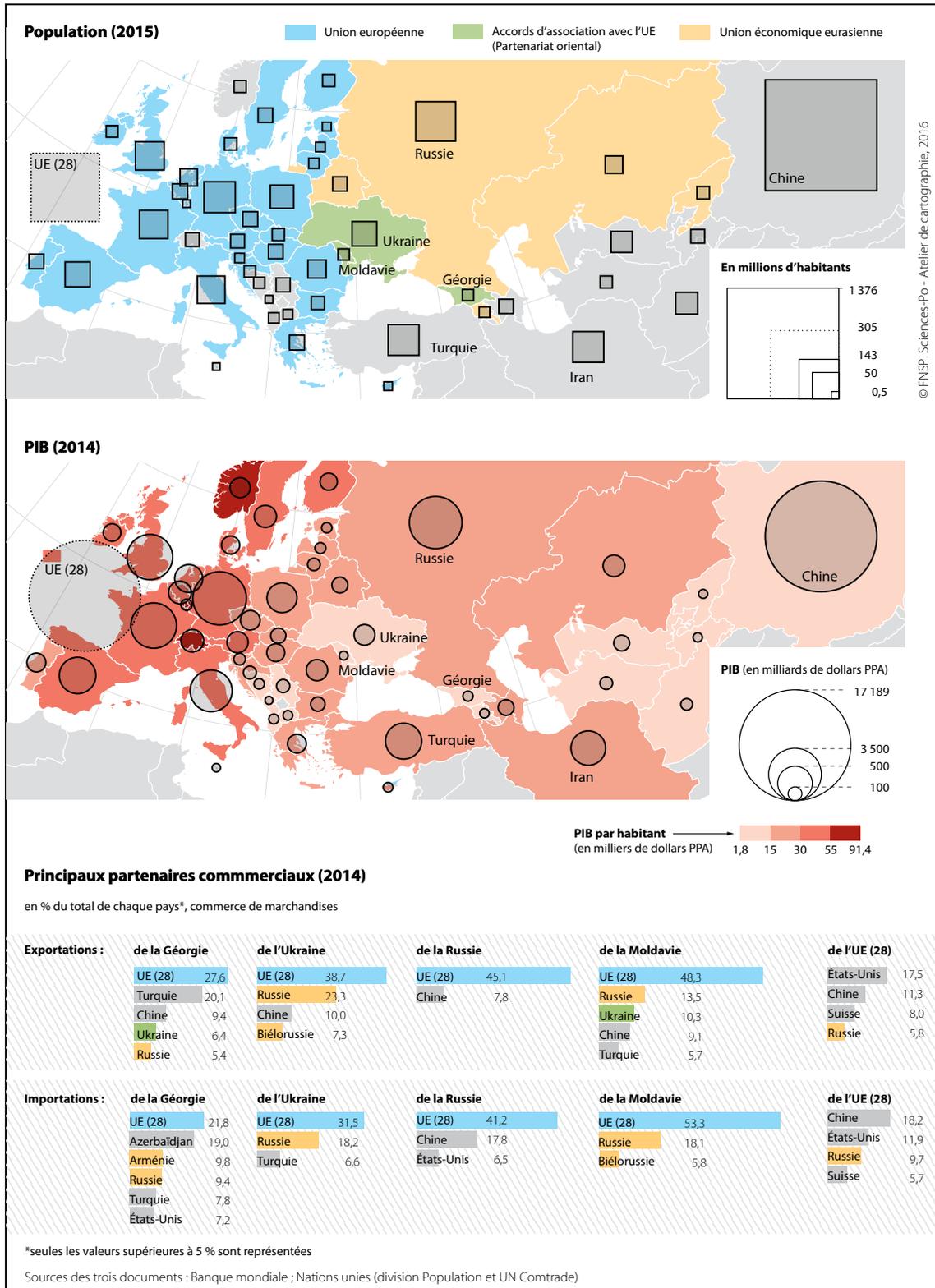
Les projets d'intégration continuent dans ce contexte à se mettre en place. A l'est, l'intégration progresse dans un format réduit par rapport à la CEI (dont le nombre de membres est passé de douze à dix depuis la sortie de la Géorgie et de l'Ukraine) et à celui qui était initialement prévu. Le grand projet lancé le 3 octobre 2011 par Vladimir Poutine – la création d'une « association supranationale puissante susceptible de devenir un des pôles du monde contemporain et un lien efficace entre l'Europe et l'Asie » – se réalise sans l'Ukraine, pièce essentielle du dispositif initial, et dans sa seule dimension économique. Il est néanmoins devenu réalité à la date annoncée : l'Union économique eurasiennne, instituée par le traité russo-biélorusse-kazakh du 29 mai 2014, est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015. Elle prévoit la création d'un espace de libre circulation des biens, des services, des capitaux et de la main-d'œuvre. Dès 2015, elle s'est élargie à l'Arménie et au Kirghizstan, a invité d'autres Etats à la rejoindre et a mis en place des coopérations extérieures : accord sur une zone de libre-échange avec le Vietnam, négociations avec l'Egypte, accord de principe avec la Chine sur une articulation avec l'ambitieux projet de « Ceinture économique de la route de la soie ».

A l'ouest, l'intégration dans l'espace européen de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Géorgie a franchi une nouvelle étape. Après l'entrée en vigueur du volet politique des accords d'association signés en juin 2014, c'est au tour du volet économique d'être mis en œuvre (en septembre 2014 avec la Géorgie et la Moldavie, le 1^{er} janvier 2016 avec l'Ukraine) : les accords de libre-échange complet et approfondi (Aleca) ouvrent à ces Etats le marché européen. La libéralisation des visas concrétise elle aussi le rapprochement avec l'Union européenne : la Moldavie en bénéficie depuis avril 2014, l'Ukraine remplit depuis la fin de 2015 les conditions pour en bénéficier. La réorientation commerciale de ces trois pays est désormais patente. En 2014, l'UE représentait 50 % du commerce de la Moldavie (la Russie, 15 %), 26 % de celui de la Géorgie (la Russie, 7 %), 35 % de celui de l'Ukraine (la Russie, 21 %), une proportion qui s'est renforcée en 2015¹. Dans certains secteurs, les dépendances à l'égard de la Russie ont sensiblement diminué : à titre d'exemple, les flux rebours en provenance de l'Union européenne représentaient en 2014 les deux tiers des importations ukrainiennes de gaz. Au sein de cet « entre-deux » entre la Russie et l'UE, de nouvelles solidarités horizontales émergent. Les élites géorgiennes sont ainsi nombreuses à s'impliquer dans la vie politique ukrainienne.

La concurrence entre ces deux projets d'intégration a été aggravée par la mésentente russo-occidentale. La guerre contre l'organisation « Etat islamique », qui s'est imposée en 2015 comme le nouveau paradigme de la vie internationale, et l'opération militaire lancée fin septembre par Moscou en Syrie permettent à la Russie de sortir de l'isolement dans lequel elle était depuis l'annexion de la Crimée, de se présenter comme un acteur incontournable d'un jeu global, et ce faisant de tenter de réduire l'affaire ukrainienne au rang de conflit régional. Modifient-elles pour autant à nouveau le paradigme des relations russo-occidentales ? Officiellement, l'Union européenne et les Etats-Unis, qui ont reconduit en décembre 2015 les sanctions à l'encontre de la Russie, n'établissent aucun lien entre les dossiers ukrainien et syrien.

¹ European Commission, DG for Trade.

Union économique eurasiennne et Union européenne : quelques indicateurs



L'Union économique eurasiennne dans la tourmente économique

Ces conflits ne sont pas les seules sources de turbulences. La chute des cours des hydrocarbures (110 dollars le baril en juin 2014, 36 dollars en décembre 2015) a précipité la Russie et les autres pays producteurs dans la tourmente. L'économie russe est plongée dans une récession (-3,8 % en 2015) dont elle ne semble pas pouvoir sortir en 2016. La pauvreté, qui avait fortement reculé au cours des années 2000, est à nouveau en hausse. La Russie paie au prix fort son incapacité à diversifier un modèle de croissance dominé par les hydrocarbures qui représentent 50 % de ses recettes fiscales et 70 % de ses exportations. Et les tensions économiques et budgétaires risquent d'être aggravées dans les années à venir du fait des évolutions démographiques.

Etant donné le poids de la Russie dans l'économie de la zone, ce ralentissement de son activité et la dépréciation du rouble se répercutent dans tout l'espace eurasienn. Ils affectent la cohésion et l'attractivité de l'UEE. Le Kazakhstan, dont les performances économiques étaient déjà en recul, est impacté à la fois par la chute des cours des hydrocarbures (les exportations de pétrole sont à l'origine des deux tiers de ses revenus) et par les difficultés de la Russie qui représentait 32 % de ses importations et 21 % de ses exportations en 2014. La Biélorussie, dont la Russie est le premier partenaire économique (49 % de ses échanges commerciaux), est aujourd'hui en récession. Le Tadjikistan, le Kirghizstan et l'Arménie, dont les économies s'appuient largement sur les transferts financiers des travailleurs migrants, très nombreux en Russie, souffrent en outre durement de la chute de ces transferts. En Arménie, la dégradation de la situation a provoqué un fort mouvement de protestation sociale.

Au moment de sa création, l'UEE se trouve ainsi privée de locomotive. Le Kazakhstan et la Biélorussie s'étant opposés à ce qu'elle ait une dimension autre qu'économique, ces tensions compliquent à la fois le projet d'intégration et l'adhésion des populations à celui-ci. Elles sont aggravées par des déséquilibres qui sont structurels². La Russie domine le mécanisme de prise de décision, mais elle est beaucoup moins concernée que ne le sont ses partenaires par les échanges au sein de l'Union économique eurasiennne. En 2014, le Kazakhstan représentait 2,5 % de ses importations et 2,8 % de ses exportations (en dix ans, sa part a été divisée par deux), la Biélorussie, 4 % des unes et des autres. Dans ce contexte, les Etats membres n'apparaissent guère comme des « Eurasiens enthousiastes »³. Le Kazakhstan, membre de l'OMC depuis décembre 2015, a réagi en intégrant l'UEE dans sa politique multivectorielle : en 2015, il a conforté ses relations avec l'Union européenne – en signant en décembre l'Accord de partenariat et de coopération renforcé –, apporté son soutien aux coopérations mises en place entre l'Asie centrale et les Etats-Unis, maintenu des liens avec l'Ukraine et, comme la Biélorussie, refusé de s'associer au contre-embargo auquel la Russie soumet les pays occidentaux.

² A. Jarosiewicz, E. Fischer, T. Bakunowicz, « The Eurasian Economic Union –more political, less economic », *OSW Commentary*, n° 157, 20 janvier 2015.

³ N. Popescu, « Eurasian Union : the real, the imaginary and the likely », *EU ISS, Chaillot Papers*, n° 132, septembre 2014 ; A. Marin, B. Jarabik, « Belarus and the Eurasian Union : balancing on the sheet », in D. Cadier (dir.) « The geopolitics of Eurasian economic integration », *LSE Idea Report*, juin 2014, pp. 31-37.

Dans ce pays comme dans les autres Etats d'Asie centrale, la Chine continue à conforter ses positions.

L'émergence de nouvelles menaces sécuritaires venant du Moyen-Orient et d'Afghanistan modifiera-t-elle le regard porté sur la Russie ? Aux inquiétudes des dirigeants d'Asie centrale qui prennent très au sérieux les risques de déstabilisation régionale, le Kremlin répond en se posant en garant de leur sécurité. C'est un thème sur lequel Vladimir Poutine est revenu à plusieurs reprises à la fin de 2015. La modernisation des forces armées et la centralité retrouvée de l'outil militaire dans l'action extérieure de la Russie crédibilisent son discours sur l'aide qu'elle serait à même d'apporter à ses partenaires, dans des cadres bilatéraux ou multilatéraux (Organisation du traité de sécurité collective et Organisation de coopération de Shanghai).

Accords d'association avec l'Union européenne : le défi de la modernisation

Les trois Etats qui ont conclu un accord d'association avec l'Union européenne ont un autre défi, immense, à relever : celui de la modernisation de leur pays. Le projet européen vise à les aider à construire des Etats de droit. Les Aleca, qui ont pour but leur intégration graduelle dans le marché intérieur de l'UE, prévoient une harmonisation de leurs législations avec les normes européennes et l'ouverture dudit marché à leurs productions, ce qui exige que celles-ci soient compétitives.

En Ukraine, le processus de réforme a été lancé dans un environnement particulièrement complexe et risqué. Le conflit du Donbass est un formidable facteur de déstabilisation. Le pays est en outre en proie à de fortes tensions économiques et budgétaires qui se sont accentuées en 2014-15. Après un recul de 6,8 % en 2014, le PIB a chuté de 12 % en 2015 (estimation de la Banque mondiale qui prévoit pour 2016 une croissance de 1 %). Au bord du défaut de paiement, l'Ukraine n'a eu d'autre choix que de demander l'aide du FMI (qui lui a accordé en février 2015 un prêt de 17,5 milliards de dollars sur quatre ans) et une restructuration de sa dette extérieure, qu'elle a obtenue le 27 août 2015 d'un groupe de créanciers privés internationaux. La situation reste néanmoins précaire, d'autant que la Russie ne souscrit pas à cet accord et a demandé le remboursement en décembre 2015 des 3 milliards de dollars qu'elle lui avait prêtés à la fin de 2013.

Le redressement ne se fera pas sans de profondes réformes structurelles. La stratégie « Ukraine 2020 », approuvée le 12 janvier 2015 par le président Porochenko, va dans ce sens. Et un certain nombre de démarches sont entreprises : dérégulation de l'économie, réformes de la police, des marchés publics, du financement des partis politiques, etc. Le chantier ouvert est ambitieux, il bouscule les habitudes et remet en question nombre de positions acquises. Mais il ne fait que commencer. Et déjà des voix s'élèvent pour critiquer sa lenteur. La corruption notamment continue de gangrener le pays : dans son « Index 2015 », Transparency International classe l'Ukraine au 130^e rang des 168 pays étudiés. Aujourd'hui le pays est rassemblée et la société civile, très mobilisée, supplée dans certains secteurs les carences de l'Etat. Mais les réformes sont douloureuses pour une société dont le niveau de

vie baisse. Certaines, dont celle sur la décentralisation, suscitent de fortes tensions. Les Ukrainiens auront-ils la détermination et la capacité à mener à bien ce processus de réforme ?

Les évolutions de la Moldavie et de la Géorgie sont elles aussi révélatrices des difficultés à réformer les systèmes sociopolitiques hérités de l'URSS, en dépit du soutien européen. La Moldavie, gouvernée depuis 2009 par une coalition pro-européenne et souvent considérée comme un succès du Partenariat oriental mis en place par l'Union européenne, a traversé en 2015 de fortes turbulences, causées à la fois par une instabilité politique qui s'aggrave (quatre gouvernements en moins d'un an) et une spectaculaire affaire de corruption. La disparition d'un milliard de dollars (près de 15 % du PNB) a conduit en octobre 2015 à l'arrestation de l'ancien Premier ministre Vlad Filat (2009-2013). Ce scandale, qui révèle les limites de l'influence de l'UE, ternit l'idée européenne, provoque des manifestations antigouvernementales massives, sape la confiance des investisseurs comme des organisations internationales et aggrave des tensions économiques déjà fortes du fait, entre autres, de la chute des transferts des travailleurs migrants⁴. Le rapprochement avec l'UE n'a pas non plus permis de trouver une solution pour résoudre le conflit gelé de Transnistrie.

La Géorgie est le pays du voisinage oriental qui a le plus progressé sur la voie des réformes et de la lutte contre la corruption (en 2015, elle est au 48^e rang de l'« Index » de Transparency International). Le processus de démocratisation est cependant à la peine, entravé entre autres par les conflits politiques : Freedom House continue à la classer dans la catégorie des pays « partiellement libres » et Reporters sans frontières la plaçait au 84^e rang des 180 pays étudiés en 2014. La Russie, qui a conforté sa main mise sur l'Abkhazie et sur l'Ossétie du Sud, officialisée par les traités d'alliance signés en 2014 et 2015, continue d'espérer que les évolutions politiques lui seront favorables.

Que ce soit à l'est ou à l'ouest de l'espace eurasiatique, tensions, turbulences et incertitudes sont fortes. Elles ne remettent pour le moment en question ni la construction de l'UEE ni le processus d'ancrage à l'Europe des Etats du Partenariat oriental. Mais elles fragilisent une Union qui n'a pas encore fait ses preuves et elles compliquent les processus de réforme d'Etats qui sont aujourd'hui au milieu du gué. Elles suggèrent que le conflit russo-ukrainien sera durable, les évolutions longues, douloureuses et vraisemblablement non linéaires.

⁴ F. Parmentier « The ENP and Moldova : a success story or a European illusion ? », *The Routledge Handbook on the European Neighbourhood Policy*, à paraître en 2016 ; L. Delcour, E. Tulmets « La Moldavie et la politique de voisinage de l'Union européenne : quel partenariat ? », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Vol. 46, n° 1, 2015, pp. 137-159.

Première partie

L'Eurasie dans l'actualité

La récession russe est-elle cyclique ou structurelle ? par Sergeï Guriev

En 2015, la Russie est entrée dans une récession profonde, à laquelle les autorités ont répondu avec un calme surprenant. Le président et le gouvernement russes se sont comportés comme s'il s'agissait d'une simple récession cyclique n'exigeant pas de changements majeurs de politique économique. Dans son émission annuelle « En ligne directe », le président Poutine avait déclaré avec confiance en 2014 que les difficultés économiques ne dureraient que deux ans et qu'elles seraient suivies d'un rapide redressement. Dans quelle mesure avait-il raison ? Et comment doit-on comprendre les termes « récession » et « redressement » dans le cas de la Russie d'aujourd'hui ?

Le modèle théorique de cycles économiques est très simple. Les investisseurs abandonnent leur optimisme en réalisant soudain que leurs anticipations de croissance sont irréalistes. En conséquence, les prix des avoirs (financiers ou immobiliers) commencent à chuter. Les ménages comprennent qu'ils sont en réalité plus pauvres qu'ils ne le pensaient et réduisent leurs dépenses pour préserver leurs économies. Cette baisse des dépenses entraîne une diminution de la demande de biens et de services. Les entreprises qui en sont pourvoyeuses ajustent leurs projets de production à la baisse et procèdent à des licenciements. Il s'ensuit une augmentation du chômage qui provoque une baisse additionnelle des dépenses. Le cercle vicieux est enclenché.

Ce cercle vicieux peut être alimenté par un facteur supplémentaire : la panique financière. Pour rembourser leurs dettes, les entreprises et les investisseurs sont tentés de brader leurs avoirs, dont la valeur chute ainsi davantage. Tout cela peut se traduire par une baisse du PIB en dessous de son niveau normal, ou niveau « potentiel » (la différence entre le niveau réel et le niveau potentiel du PIB étant habituellement appelée « écart de production »).

La récession se traduit généralement par un niveau élevé de chômage, une inflation faible et un déclin drastique de l'investissement. Pour la combattre, les gouvernements utilisent le plus souvent des politiques fiscales et monétaires expansionnistes. Cependant, une nouvelle orthodoxie préconise le recours à la politique monétaire (à savoir la réduction des taux d'intérêt) accompagnée de « stabilisateurs » automatiques (le fait que la récession entraîne automatiquement un déficit budgétaire causé par l'augmentation des allocations chômage et la baisse des revenus fiscaux) plutôt qu'à une politique fiscale discrétionnaire. La raison en est que la politique monétaire est plus facile à concevoir et à mettre en place rapidement et efficacement. Ce n'est que lorsque les taux d'intérêt sont descendus à zéro et ne peuvent plus être diminués (*zero lower bound*, ou « borne du zéro ») que les autorités sont susceptibles d'adopter une politique fiscale discrétionnaire et/ou la politique monétaire non conventionnelle de « l'assouplissement quantitatif ».

Chaque élément évoqué dans cette description quasi scolaire d'une récession cyclique montre que la récession russe actuelle n'en est pas une. Le niveau du chômage, par exemple, s'établit actuellement à environ 5 % et n'a jamais été aussi bas. Celui de l'inflation en revanche est relativement élevé : il devrait atteindre 13 % en 2015 et les prévisions les plus optimistes

n'envisagent sa baisse qu'à 6 % tout au plus dans les deux prochaines années. Il paraît donc impossible que la Russie puisse, dans un avenir prévisible, amener son taux d'inflation sous la barre des 2-3 % – un objectif que les Banques centrales des pays occidentaux se sont efforcées d'atteindre depuis plusieurs années sans y parvenir, puisque l'inflation en Occident était trop basse.

Il est également intéressant de constater que la réaction du gouvernement russe face à cette situation est loin de suivre les prescriptions proposées par les manuels d'économie. Sa politique fiscale est contradictoire : en 2016, les dépenses budgétaires seront réduites d'environ 8 %, en prix constants, par rapport à celles de 2015. Quant au déficit budgétaire, il est prévu qu'il soit inférieur à 3 % du PIB, soit un niveau que les gouvernements occidentaux ont toujours dépassé de manière significative en temps de récession. Enfin, la politique monétaire déclare viser l'objectif d'une baisse de l'inflation, alors même que les taux d'intérêt se maintiennent à un niveau à deux chiffres, c'est-à-dire bien loin de la « borne du zéro ».

Faut-il en déduire que la situation en Russie est si particulière que les cycles de son économie ne peuvent correspondre aux modèles théoriques ? Rien n'est moins sûr. A titre d'exemple, la récession traversée par l'économie russe en 2008-2009 était sans aucun doute « typique » : le chômage a augmenté, l'inflation a baissé, la Banque centrale a prêté des trillions de roubles pour sauver le système bancaire, sans se soucier du risque de faire grimper l'inflation, le gouvernement a accepté une augmentation considérable des déficits et puisé dans les réserves... De surcroît, avec la fin progressive de la crise globale, la Russie a elle aussi entamé sa propre reprise économique en retrouvant, à la fin de 2011, le niveau du PIB d'avant la crise.

En quoi la récession actuelle est-elle différente ? Le changement récent le plus notable réside sans doute dans le fait que ce n'est pas le PIB russe qui est en dessous de son niveau potentiel, mais que c'est le PIB potentiel qui est lui-même en baisse. Dans les années 1999-2008, l'économie russe a crû, en moyenne, d'environ 7 % par an. Or près de la moitié de cette croissance peut être attribuée à la hausse des prix globaux des matières premières. Aussi, après 2009, lorsque ces prix se sont stabilisés (à un niveau élevé), le PIB russe n'a plus augmenté que de 4 % par an. Peut-on, de ce fait, dire que c'est la croissance de 4 % qui est « normale » pour la Russie ? Ou bien que le « nouveau niveau normal » de croissance russe est celui d'aujourd'hui, moins 4 % ?

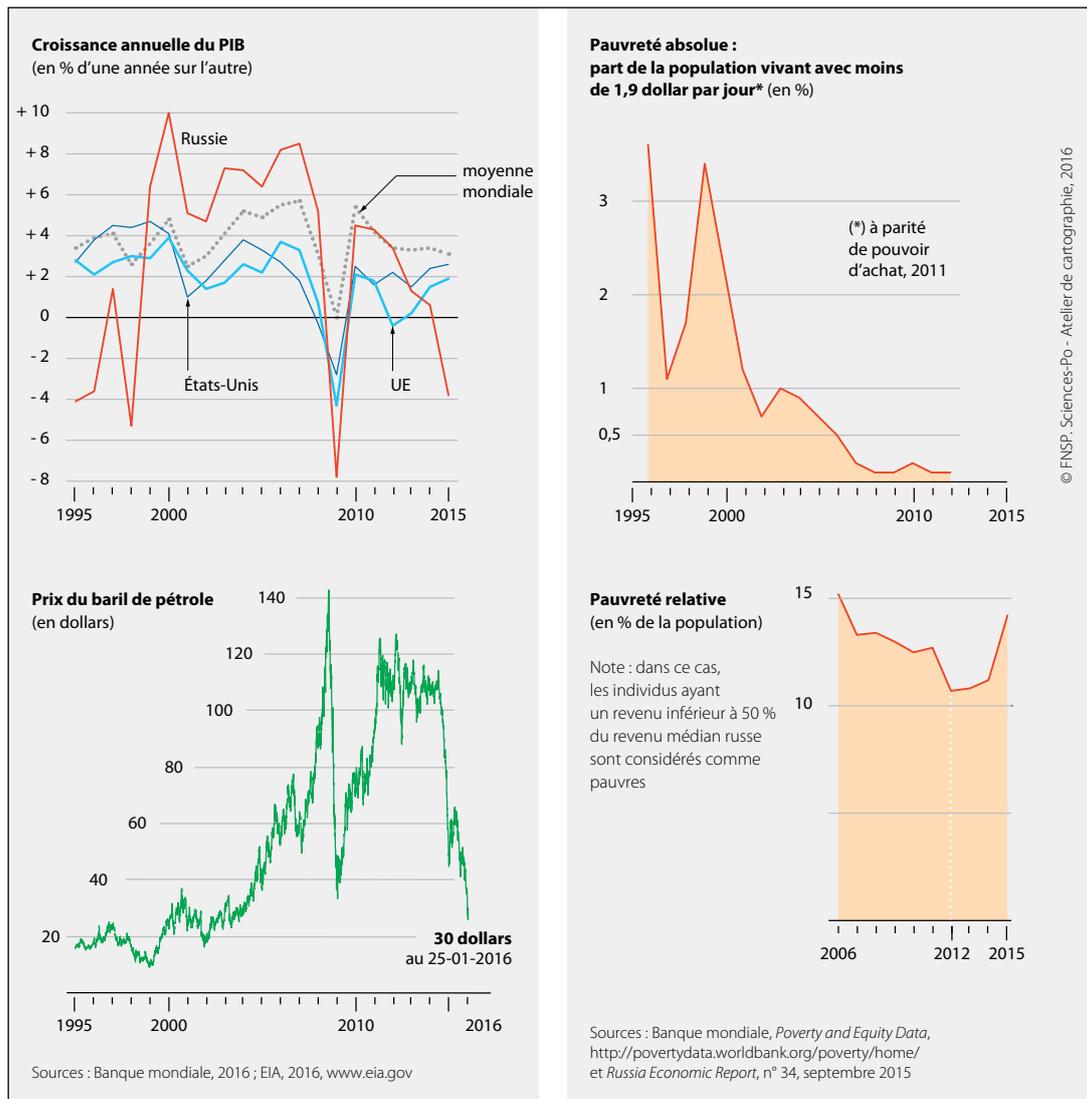
Aucune de ces réponses n'est correcte à mon sens. En effet, si 4 % de croissance aurait été une estimation correcte du niveau « potentiel » d'augmentation du PIB il y a encore quelques années, l'économie de la Russie a commencé à donner des signes réels de ralentissement dès le milieu de 2012 pour arriver à un taux de croissance de seulement 1 % à la fin de 2013. Et les raisons de ce ralentissement ne sont pas cycliques. Le chômage est resté très bas, l'inflation est demeurée forte, et la croissance du crédit à la consommation a continué d'augmenter rapidement. Ce qui a changé, en revanche, ce sont les anticipations des milieux d'affaires, tant en Russie qu'à l'étranger, qui ont compris que les promesses de réformes annoncées par Vladimir Poutine lors de son retour à la présidence du pays resteraient lettre morte. En conséquence, le climat des affaires s'est dégradé, la corruption a empiré, les privatisations attendues n'ont pas eu lieu, au contraire, les entreprises d'Etat ont continué à

s'étendre. Il en est résulté une fuite des capitaux et la continuation de la baisse de l'investissement. On pourrait affirmer, en reprenant une formule des manuels de macroéconomie, que l'économie russe a vécu un « choc de l'offre », qui se traduit par une réduction de sa production « potentielle ».

Qu'est-ce que la « nouvelle normalité » russe ?

La prise de conscience que la Russie ne pourrait plus connaître un taux de croissance de 4 % a pris du temps. Le jour de l'inauguration de son troisième mandat à la présidence du pays, le 7 mai 2012, le président Poutine a signé une série de décrets, dits « décrets de mai », qui formalisaient un certain nombre de ses promesses électorales : mise en place de réformes favorisant la croissance, augmentation des salaires, revalorisation des retraites... Mais ces décrets ne pouvaient être mis en œuvre que si la croissance se maintenait à des niveaux proches de

Croissance du PIB russe, prix du pétrole et taux de pauvreté, 1995-2015



5-6 % par an. Au début de 2013, le Premier ministre Dmitri Medvedev a exprimé son mécontentement devant les chiffres de la croissance de 2012 – 4 % seulement – et affirmé que le pays avait besoin d'une croissance d'au moins 5 % l'an. Plus tard la même année, le ministre de l'Economie Alexeï Ouloukaïev a attiré l'attention sur le risque de stagnation de l'économie russe si les perspectives de croissance devaient s'établir à 2-3 % par an.

Aujourd'hui, ce taux de 2 % serait considéré par les responsables russes comme un objectif ambitieux, voire irréaliste. Ils ont enfin compris que les sources de la forte croissance des années passées ont toutes été épuisées. Non seulement il est improbable que les prix du pétrole recommencent à monter, mais de plus, l'ensemble des facteurs qui ont stimulé la croissance pendant les dix premières années du « règne » de Vladimir Poutine – une main-d'œuvre bon marché, des capacités productives peu ou sous-utilisées, l'augmentation potentielle du crédit à la consommation – ont tous disparu. Retrouver un jour la croissance n'est certes pas impossible, mais il faudrait pour cela des augmentations fortes de la productivité et des investissements nouveaux.

Or l'investissement est en baisse : il n'a jamais retrouvé ses niveaux d'avant la crise de 2009. La Russie ne manque pourtant pas de liquidités pour investir, elle en a même trop : la sortie nette de capitaux est estimée à 60-85 milliards de dollars par an pour la période 2013-2015 (soit 3 à 5 % du PIB), ce qui démontre que les Russes, confrontés à l'absence d'opportunités d'investissements sûrs et profitables dans leur propre pays, préfèrent placer leurs économies à l'étranger.

Les investisseurs russes se rendent ainsi bien compte que le pays aurait besoin d'un véritable dispositif de protection des droits de propriété, d'un système judiciaire indépendant et compétent, et de mesures de promotion de la concurrence. Des projets de réformes visant à améliorer le climat des affaires et à encourager les investisseurs ont été discutés, voire même esquissés à maintes reprises par Dmitri Medvedev et par Vladimir Poutine. Mais aucune d'entre elles n'a jamais pu voir le jour, car leur adoption et leur mise en œuvre auraient signifié la création d'un système de contre-pouvoirs, de règles et de contrôles limitant les opportunités d'enrichissement des élites au pouvoir et mettant fin au cadre actuel d'économie de rente.

Dans le contexte politique actuel et compte tenu des rapports de force, il est donc impossible de s'attendre à de telles réformes. La croissance potentielle du PIB continuera, plus que probablement, de se situer autour de 1 % l'an. Cela signifie que les 4 % de baisse du PIB constatés en 2015 ont été un phénomène ponctuel, provoqué et accentué par la chute du prix mondial du pétrole. En effet, si l'on se réfère aux estimations établies dans les années 2000, chaque modification de 10 dollars par baril se traduit par un changement d'un point du PIB de la Russie. Une diminution de 100 à 50 dollars explique la baisse du PIB russe de +1 % à -4 %. Si le prix du pétrole reste durablement en dessous de 30-35 dollars le baril en 2016, le PIB va se contracter de 2 %. Mais un futur ajustement du prix du pétrole permettrait le retour à un taux de croissance de 1 %.

Il existe un autre facteur dont l'effet est crucial sur les perspectives d'évolution de l'économie russe. Il s'agit des sanctions occidentales et des « contre-sanctions » instaurées en réponse par la Russie elle-même. Elles ont coupé les banques et les entreprises russes

des marchés financiers mondiaux, empêchant par là même la Russie d'amortir le choc de la chute des prix du pétrole. Les sanctions, les contre-sanctions et le risque de sanctions supplémentaires ont de surcroît réduit la propension à envisager de nouveaux investissements, ce qui n'a pas, pour l'instant, eu d'implications immédiates mais peut certainement se répercuter en baisse sur le potentiel de croissance russe. Il se pourrait donc que la « nouvelle normalité » de la Russie soit ainsi non pas une croissance de 1 % mais une croissance nulle ou même négative.

La (non) réponse politique

Le gouvernement n'a pas répondu aux mauvaises nouvelles sur l'état de l'économie du pays en adoptant une politique fiscale expansionniste, mais en prenant des mesures d'austérité, ce qui laisse penser qu'il a compris qu'il ne s'agissait pas d'une récession cyclique. Mais cette réponse politique est-elle adéquate ?

D'une certaine façon, il n'a pas d'autre choix. En raison des sanctions, il ne peut emprunter sur les marchés internationaux et ne peut compter que sur le fonds de réserve créé à l'époque où les prix du pétrole étaient au plus haut pour faire précisément face à de telles éventualités. Sans les coupes budgétaires opérées en 2015 et celles, encore plus substantielles, projetées pour l'année suivante, les autorités de Moscou se seraient tout simplement trouvées à court de liquidités à la fin de 2016. Dans une telle situation, des réductions budgétaires seraient, de toute manière, inévitables. L'introduction d'une politique d'austérité a permis de repousser l'échéance jusqu'en 2017 ou 2018, mais certainement pas au-delà. La décision du gouvernement d'abandonner le processus d'élaboration des budgets à trois ans et de se limiter pour l'instant à l'établissement de budgets annuels témoigne du fait qu'il est conscient des difficultés sérieuses qui pourraient se produire à cette date : l'annonce d'un budget trisannuel aurait nécessairement dû comporter l'introduction de coupes substantielles dans les dépenses, une mesure hautement impopulaire, et donc risquée.

Cela conduit à aborder un problème encore plus sérieux, posé par la réponse politique des autorités russes, à savoir non pas ce que le gouvernement fait, mais ce qu'il ne fait pas. Il n'a pas mis fin aux contre-sanctions, qui sont pourtant contre-productives, ont entraîné une hausse supplémentaire de l'inflation et diminué le pouvoir d'achat des Russes les plus pauvres¹. Il n'est pas revenu vers ses projets de réforme susceptibles de favoriser la croissance promis en 2012 dans les décrets de mai. Il n'a pas renoncé à sa politique étrangère agressive dont l'arrêt aurait pu faciliter la levée des sanctions occidentales.

¹ Les « contre-sanctions » étaient destinées à frapper les consommateurs de produits alimentaires importés de l'Occident, les catégories supérieures et moyennes de la population « mangeuses de jambon et de mozzarella ». Or comme les règles les plus rudimentaires de l'économie auraient pu le prédire, cette population s'est tournée vers des produits de substitution moins chers, de production locale, ce qui a entraîné une hausse du prix des denrées alimentaires en général. Ce sont donc les Russes les plus modestes, qui dépendent l'essentiel de leurs revenus en produits alimentaires, qui ont le plus souffert. C'est ainsi que pour la première fois depuis l'arrivée aux affaires de Vladimir Poutine, le taux de pauvreté a commencé à s'accroître en Russie.

Pourquoi ? L'explication la plus vraisemblable est que le gouvernement russe ne considère plus que la réussite économique soit une source de sa légitimité. La situation est bien différente aujourd'hui de ce qu'elle était dans les années 2000, marquées par une sorte de « contrat social » aux termes duquel les autorités garantissaient à la population de la croissance économique en échange d'une limitation des libertés et d'une « redevabilité » réduite du gouvernement. Aujourd'hui, elles assoient leur pouvoir sur un discours géopolitique véhiculé par la propagande et soutenu par la censure. Une fois que l'ajustement, en cours, aux nouveaux prix du pétrole aura été achevé, le public russe découvrira que le taux « normal » de croissance est bien plus proche de zéro que des 4-7 % annuels. Il réalisera aussi que dans ces conditions de croissance zéro le gouvernement ne pourra plus revenir sur les coupes budgétaires actuelles. Bien au contraire, de nouvelles réductions de budgets se révéleront nécessaires. Les revenus réels des populations les plus modestes continueront à chuter, le taux de pauvreté à augmenter. Et pourtant, les Russes continueront encore à soutenir le régime et à croire aux discours assenés par la télévision d'Etat sur le besoin de payer pour « l'engagement de la Russie en faveur de la défense de ses valeurs », de faire front aux « Etats-Unis impérialistes et à leurs valets européens » et de « se battre contre les terroristes islamistes » en Syrie. Empêchés par la censure d'accéder à des sources indépendantes d'information, ils ne pourront pas se rendre compte qu'il existe une solution alternative.

Combien de temps cela pourrait-il durer ? Il n'est pas facile de le prédire, tant la Russie d'aujourd'hui présente des caractéristiques étranges et inhabituelles. D'une part, le régime n'a pas, et ne peut proposer, d'idéologie consistante et viable. Il ne peut pas non plus bloquer toutes les sources alternatives d'information. D'autre part, sa propagande reste plutôt sophistiquée et bien huilée. Ce qui est certain, c'est que – à moins que les prix du pétrole ne repartent soudainement à la hausse – l'économie russe a des chances extrêmement minimes de recouvrer une croissance rapide dans un avenir prévisible.

Traduit de l'anglais par Ewa Kulesza

Entre Russie et Union européenne, un « entre-deux » énergétique par Gilles Lepasant

Depuis l'intégration dans l'Union européenne et dans l'Otan de plusieurs anciens satellites de l'Union soviétique, les pays relevant du Partenariat oriental constituent un « entre-deux ». Les influences rivales qui s'y exercent sont d'autant plus vives que les Etats concernés jouent pour la plupart un rôle clé dans la sécurité énergétique de l'UE, qu'il s'agisse de pays producteurs (Azerbaïdjan) ou de pays de transit (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Géorgie, Arménie).

Leur intégration à la Politique européenne de voisinage procédait notamment de ce constat, mais l'idée sous-jacente à celle-ci – l'exportation des règles du marché intérieur¹ – se heurte à présent aux résistances des Etats concernés, à la prudence de l'UE et aux conflits latents ou déclarés dont tous ces pays – à l'exception de la Biélorussie – sont parties prenantes. L'idée selon laquelle la PEV permet d'exporter les normes de l'Union européenne sans qu'il soit pour autant nécessaire d'engager un processus d'adhésion ne s'est pour l'heure pas vérifiée. Qu'en est-il dans le secteur de l'énergie ? Le rôle joué par la Communauté européenne du charbon et de l'acier ou par Euratom, aux origines de la construction européenne, suggère que le fait de forger des solidarités concrètes dans ce secteur, qui compte de multiples ramifications dans les domaines de l'économie et de la géopolitique, aide à dissoudre les suspicions et à susciter des dynamiques d'intégration appelées à s'institutionnaliser. Les divisions internes de l'UE ainsi que les divergences qui l'opposent à la Russie au sujet des principes de fonctionnement de l'espace énergétique paneuropéen restent toutefois à surmonter.

Le « voisinage » se diversifie et s'organise autour de nouvelles voies d'approvisionnement

Dans la géographie énergétique de l'Est européen, la Russie demeure, vingt-cinq ans après la dislocation de l'URSS, un pôle fournisseur essentiel pour le continent. Une recomposition s'opère néanmoins, sous l'effet de routes supplémentaires et de l'exploitation de nouveaux gisements dans le bassin caspien.

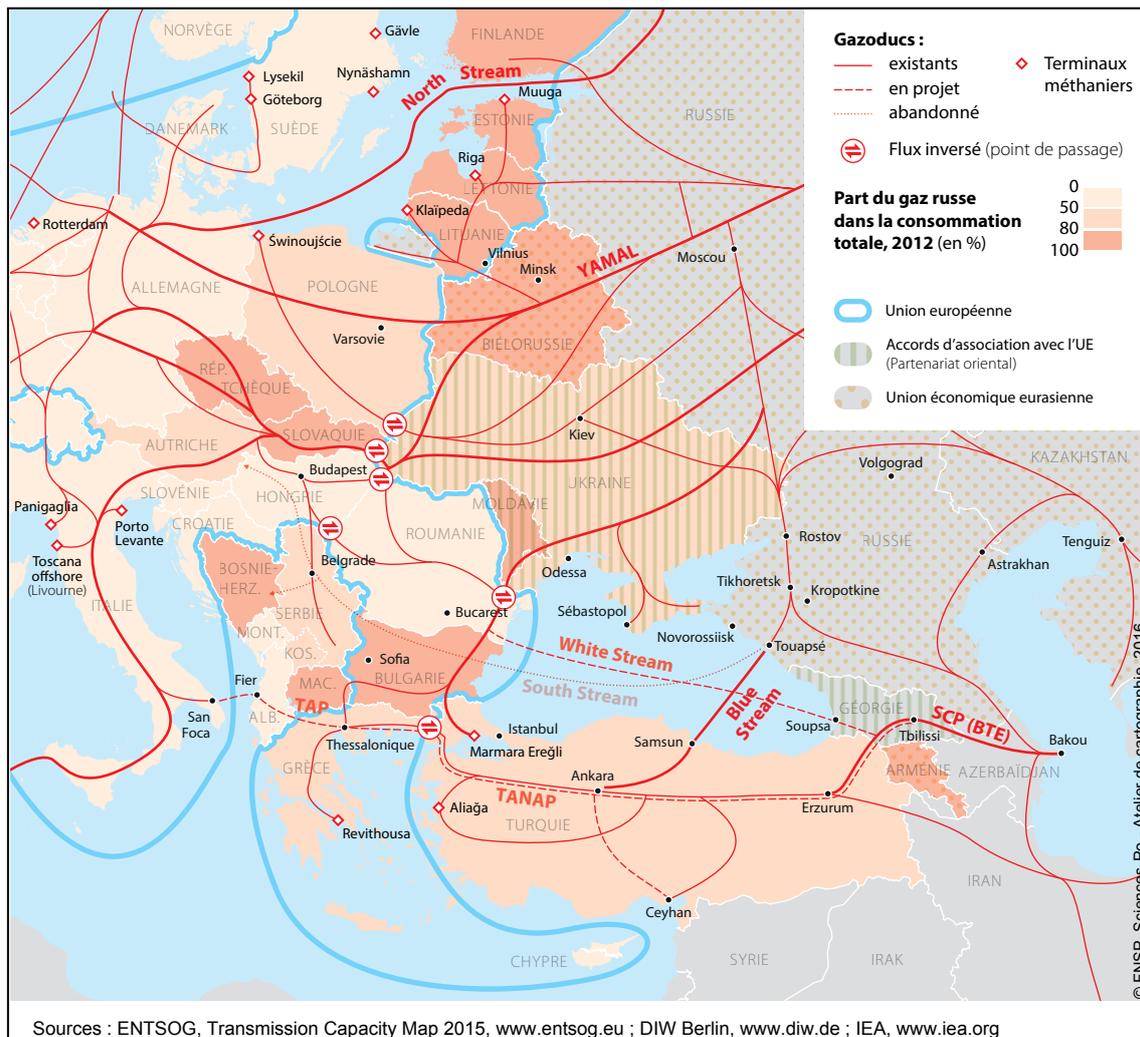
Du temps de l'Union soviétique, l'isthme mer Baltique-mer Noire était l'unique voie de passage entre les gisements sibériens et l'Europe occidentale, les principaux réseaux en Asie centrale et dans le Caucase étaient orientés Sud-Nord et aucune infrastructure significative ne reliait les Républiques soviétiques à la Chine. En 2015, l'isthme conserve un rôle important grâce aux oléoducs qui traversent la Biélorussie et aux gazoducs qui transitent par l'Ukraine. Néanmoins, les mers (mer Baltique, mer Noire, mer Caspienne) sont devenues des voies

¹ L'article 26 du TFUE (Traité de fonctionnement du marché intérieur) précise que « le marché intérieur comporte un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée selon les dispositions des traités ». En 2003, le document proposant un cadre pour la Politique européenne de voisinage indiquait qu'« il doit être proposé à tous les pays du voisinage une part du marché intérieur, davantage d'intégration et de libéralisation pour promouvoir la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux (les quatre libertés) », in « Wider Europe. Neighbourhood : a new framework for relations with our Eastern and Southern neighbours », Communication de la Commission européenne au Conseil et au Parlement européens, Bruxelles, 11 mars 2003.

d'approvisionnement au détriment des pays autrefois membres ou proches de l'Union soviétique. Le gazoduc nord-européen transporte ainsi sur 1 200 kilomètres depuis 2011 du gaz russe depuis Vyborg, à la frontière finno-russe, jusqu'à Greifswald, en Allemagne, et ses capacités, bien que sous-exploitées, devraient être augmentées en vertu d'un accord signé en juin 2015. En mer Noire, Blue Stream convoie depuis 2003 du gaz russe jusqu'au réseau turc.

Parallèlement, les voisins de la Russie se sont émancipés. Sur le flanc sud, l'oléoduc Bakou-Soupsa évacue depuis 1999 du pétrole azerbaïdjanais et le BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan) relie depuis 2005 via la Géorgie les gisements d'Azerbaïdjan au port de Ceyhan, situé au sud de la Turquie, où des pétroliers prennent le relais. Parallèlement au BTC, le gazoduc South Caucasus Pipeline (SCP) achemine depuis 2006 des ressources d'Azerbaïdjan, jusqu'au point de jonction d'Erzurum, en Turquie. D'autres axes qui ne transitent pas par la Russie ont été ouverts vers l'est. Au Kazakhstan, l'oléoduc Atasu-Alashankou (prolongé jusqu'à Atyrau en 2009) approvisionne la Chine depuis 2006 et la CNPC (China National Petroleum Corporation) a acquis d'importants actifs kazakhs. En 2009, le premier gazoduc entre le Turkménistan et la Chine a été construit sur environ deux mille kilomètres.

Interdépendances gazières en Europe - 2015



Une stratégie européenne d'intégration face à une stratégie russe de segmentation

• Des enjeux et des défis différents malgré un héritage soviétique partagé

Dans cette géographie de l'énergie en cours de recomposition, les défis et les enjeux diffèrent logiquement selon les Etats. La stratégie russe participe de la fragmentation du voisinage commun avec l'Union européenne tant les prix varient selon les pays et selon les allégeances politiques.

En Biélorussie, la stabilité de l'économie et celle du régime doivent beaucoup aux conditions privilégiées accordées par Moscou en matière de fourniture d'hydrocarbures. En échange, Gazprom est entre autres parvenu à contrôler la société nationale de gaz (Beltransgaz) en 2007. De même, la Russie fournit à l'Arménie (qui, à l'inverse de l'Ukraine, a renoncé en septembre 2013 à signer un traité d'association avec l'UE) du gaz bon marché (165 dollars pour 1000 m³ en 2015) et l'assiste dans la gestion de son parc nucléaire. Elle a acquis le contrôle des systèmes gazier et électrique du pays, ce qui lui permet de garder la maîtrise des projets susceptibles de rapprocher l'Arménie et l'Iran. L'Ukraine s'est en revanche opposée systématiquement à une prise de contrôle de ses infrastructures et voit sa fonction de pays de transit s'effriter. En 2015, moins de la moitié du gaz russe destiné à l'UE transitait sur son territoire contre 73 % en 2008. La Moldavie, dont une partie du réseau gazier appartient à Gazprom, a subi des pressions de la part de la Russie sans pour autant renoncer à son adhésion à la Communauté de l'énergie (voir *infra*). La Géorgie ne dépend plus du gaz russe qu'à hauteur de 10 %, l'essentiel de ses besoins étant couverts par l'Azerbaïdjan.

Plus généralement, la question énergétique de ce voisinage commun à la Russie et à l'Union européenne doit également être appréhendée à l'échelle des politiques conduites par les Etats concernés. L'intensité énergétique y demeure anormalement élevée au regard de l'évolution économique à l'œuvre depuis 1990. L'opacité prévaut dans les modes de gouvernance, et les logiques rentières ont contribué à édifier des fortunes et à entraver les réformes du secteur. L'Ukraine illustre ces travers alors que la valorisation de ses atouts et un cadre réglementaire réformé lui permettraient d'envisager l'autosuffisance².

• Avancées et limites d'une intégration par les réseaux et par les normes

Avec les élargissements de 2004 et de 2007, la dimension sécuritaire de la politique énergétique s'est développée, en complément du processus de libéralisation qui prévalait jusque-là et qui a profondément transformé le fonctionnement des marchés dans l'Union. Ces deux volets se retrouvent dans la politique de diffusion des règles et des principes du marché intérieur que l'Union européenne a initiée et qui s'est notamment illustrée par la constitution de la Communauté de l'énergie en 2006. Initialement conçue comme un outil technique pour préparer l'intégration des Balkans (l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine, la Moldavie, le Monténégro et la Serbie en sont membres), la Communauté de l'énergie est peu à peu devenue selon l'un de ses responsables « le principal

² Voir A. Aslund, *Ukraine : What Went Wrong and How to Fix It*, Peterson Institute for International Economics, Washington, 2015.

instrument stratégique de la politique énergétique extérieure de l'Union »³. La Moldavie et l'Ukraine y ont adhéré en 2009, des négociations ont été engagées avec la Géorgie en 2014.

Les membres s'engagent à mettre en œuvre les éléments fondamentaux de l'acquis européen (dissociation des actifs relevant d'une part de la production d'électricité ou de gaz, d'autre part de la gestion des réseaux – *Unbundling* –, accès des tiers aux réseaux, ouverture des marchés) ainsi que certains textes relevant de la politique de concurrence. Si l'un des objectifs de la Communauté de l'énergie est de préparer de futurs élargissements, plusieurs de ses membres n'ont pas de perspectives d'adhésion à court-terme. L'instrument de la conditionnalité ne peut donc en théorie pas jouer. En outre, à l'inverse de l'Espace économique européen (l'autre instrument de coopération multilatérale dans l'action extérieure de l'Union), la Communauté de l'énergie ne dispose pas d'une institution supranationale garante de sa mise en œuvre. La gestion des différends revient *in fine* au conseil des ministres, c'est-à-dire au politique et non à une instance juridique. Pourtant, certaines composantes de l'acquis sont peu à peu exportées grâce aux bénéfices que les pays partenaires escomptent d'une attractivité accrue à l'égard des investissements étrangers, d'une assistance financière supplémentaire de la part de l'UE et d'une moindre dépendance à l'égard de la Russie⁴. L'Ukraine a en outre été motivée par la perspective de pouvoir exporter de l'électricité vers l'Union européenne. Son intégration à l'espace énergétique de cette dernière demeure hypothétique, mais elle a adopté en 2015 une législation énergétique s'inspirant directement de l'acquis communautaire. Cette reprise progressive des normes, associée à une éventuelle montée en puissance des flux provenant d'Europe centrale ne peuvent à terme que contribuer à réduire la dépendance du pays à l'égard de la Russie.

Plus largement, la législation européenne relevant des politiques de l'énergie et de la concurrence (forgée initialement pour les seuls Etats membres) devient la base principale des relations entre l'Union européenne et ses voisins orientaux, Russie comprise. C'est au nom de ces règles que la Commission européenne s'est opposée au projet South Stream que la Bulgarie soutenait et qui aurait constitué une alternative supplémentaire (avec le gazoduc nord-européen) aux réseaux transitant par l'Ukraine. De même, la stratégie d'inversion des flux esquissée entre l'Europe centrale et ses voisins orientaux est contestée par Moscou mais défendue par la Commission européenne dans sa vision d'un espace européen où circuleraient les flux au gré des opportunités du marché. Les règles européennes, notamment celles du troisième paquet énergie (qui prévoient entre autres un accès obligatoire des réseaux aux tiers) sont ainsi devenues l'un des principaux sujets de contentieux entre la Russie et l'UE dans leur voisinage commun. Les griefs adressés par la Commission européenne dans la procédure initiée en avril 2015 à l'encontre de Gazprom traduisent au fond deux visions distinctes du fonctionnement du marché de l'énergie sur le continent⁵.

³ D. Buschle, « Exporting the internal market. Panacea or nemesis for the European neighbourhood policy ? Lessons from the Energy Community », EU Diplomacy Paper, Collège d'Europe, février 2014.

⁴ K. Schulze, « Exporting the energy acquis : The external agenda shaping power of the EU », in J. Tosun, S. Biesenbender et K. Schulze (dir.), *Energy Policy Making in the EU : Building the Agenda*, Londres, Springer, 2015.

⁵ Communiqué de presse : « Abus de position dominante : la Commission adresse une communication des

Au-delà de la tentative d'étendre au voisinage oriental les principes du marché intérieur, l'Union européenne s'emploie également à ouvrir un nouvel axe d'approvisionnement la reliant au bassin de la Caspienne. En 2012, le consortium azerbaïdjanais Shah Deniz a néanmoins condamné le projet Nabucco en lui préférant le TAP (Trans-Adriatic Pipeline), un axe plus court (il aboutit aux côtes italiennes), moins coûteux et de nature à susciter moins d'hostilité de la part de la Russie que Nabucco. Si l'UE compte à ce jour trois pôles fournisseurs (Russie, Norvège, Algérie), cette nouvelle route sud-européenne peut en théorie faciliter l'émergence d'un quatrième pôle autour de la Caspienne (Turkménistan, Iran, Irak)⁶ et permettre incidemment à la Turquie de s'affirmer plus que jamais comme un *hub* énergétique majeur.

Conclusion

Identités plurielles, allégeances multiples, zones de transit : les pays situés entre la Russie et l'Union européenne présentent les traits caractéristiques d'une marge. Contrairement à ce que pourrait laisser supposer le cadre politique du Partenariat oriental, cette zone-frontière est néanmoins de plus en plus diverse malgré son héritage soviétique partagé. Depuis 1990, l'Est européen est devenu multipolaire, plusieurs anciennes Républiques soviétiques s'émancipant de la Russie (au profit de l'UE et de la Chine) tandis que Moscou réduit sa dépendance à l'égard des pays de transit grâce à de nouvelles routes d'approvisionnement.

Le fait que l'UE et les pays du voisinage se retrouvent dans le projet de réduire leur dépendance à l'égard de la Russie (certains pour leurs importations, d'autres pour leurs exportations) ne signifie pas qu'une vision commune de l'architecture de l'espace est-européen les rassemble. Il manque pour cela une vision géopolitique du voisinage de la part de l'Union⁷, qui la verrait s'impliquer plus directement dans les conflits ouverts ou latents qui minent la stabilité de la plupart des pays du voisinage. Il manque aussi une stratégie russe qui valoriserait les interdépendances avec les voisins européens sans viser à fragmenter un espace énergétique paneuropéen que l'UE s'efforce d'unifier. Si la Communauté de l'énergie fait écho à la Ceca des années 1950, le secteur de l'énergie demeure dans le voisinage oriental l'enjeu de rapports de force. Il ne joue pas – ou pas encore – le rôle qui était le sien aux origines de la construction européenne, celui de dissoudre les antagonismes et les suspicions, par l'institutionnalisation d'intérêts concrets communs.

griefs à Gazprom pour abus de position dominante présumé sur les marchés de l'approvisionnement en gaz en Europe centrale et orientale », Commission européenne, Bruxelles, 22 avril 2015.

⁶ Commission européenne, « European energy security strategy, Communication from the Commission to the European Parliament and the Council », Bruxelles, 28 mai 2014 (<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52014DC0330>).

⁷ Voir M. Foucher, G. Lepesant, « Pour une nouvelle politique des voisinages », *Questions d'Europe*, Fondation Robert Schuman, n° 357, 18 mai 2015 (<http://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0357-pour-une-nouvelle-politique-des-voisinages>).

De la Géorgie à l'Ukraine, comment réformer les systèmes postsoviétiques ? par Thornike Gordadze

Deux ans après le sommet du Partenariat oriental de Vilnius et la confirmation du découplage des voisins est-européens de l'UE en deux sous-groupes, ceux qui ont rejoint l'Union économique eurasienne et ceux qui ont signé un accord d'association avec l'Union européenne, les processus de réformes engagés par ces derniers représentent un enjeu majeur pour l'avenir de l'Eurasie.

La Géorgie se distinguait des autres ex-Républiques de l'URSS par ses ambitieuses réformes de la décennie 2003-2012. Après une première transition politique par les urnes, elle accuse aujourd'hui de sérieuses lacunes en la matière. Les réformes de l'équipe précédente, largement saluées par la communauté internationale mais socialement coûteuses, ont été sévèrement critiquées par la nouvelle majorité. Or de manière inédite, ces réformes sont aujourd'hui « importées » en Ukraine, et avec elles un nombre important d'anciens hauts fonctionnaires.

La Géorgie en 2015 : ralentissement économique et tensions politiques

Pour des raisons qui ne sont qu'en partie conjoncturelles, la Géorgie a connu une année 2015 très tendue. Son évolution est révélatrice des difficultés auxquelles se heurte un processus de réforme, d'autant qu'il a été dans ce pays d'une ampleur plus grande que dans aucun des autres Etats de l'espace postsoviétique.

Sur le plan économique, l'année a été marquée par un ralentissement de la croissance (prévision de 2 %, nettement inférieure à la moyenne de 7 % de la période 2003-2013), une dépréciation de la monnaie nationale, une hausse de l'inflation (qui reste modérée) et une forte rétraction des échanges extérieurs, qui a entraîné une détérioration de la balance des paiements. Le climat politique interne et régional tendu ainsi que les incertitudes concernant la future orientation géopolitique du pays ont ralenti les investissements étrangers et locaux. Le gouvernement au pouvoir depuis les élections législatives d'octobre 2012 peine à se positionner par rapport aux grandes orientations économiques du pays. A plusieurs reprises, désireux de marquer sa différence avec le gouvernement précédent qui était clairement libéral, il a tenté de mettre l'accent sur son caractère « social-démocrate ». L'augmentation significative des dépenses en matière de santé (due à la généralisation de l'assurance maladie, dont la qualité reste médiocre), des budgets de fonctionnement de l'administration (liée au relèvement des salaires des fonctionnaires) et des subventions au secteur agricole ont pour résultat une hausse du déficit et de la dette publics. 2015 est d'ailleurs une année record en matière de déficit public.

Le contexte politique ne favorise pas la poursuite des réformes entamées pendant les années Saakachvili. Les conflits entre le pouvoir en place et son prédécesseur ont un sérieux impact sur la vie sociopolitique. Depuis son accession au pouvoir, la coalition « Rêve Géorgien » (RG) n'a cessé de proférer des accusations de sabotage, d'abord à l'encontre du président sortant Saakachvili, puis du président Margvelachvili qu'elle a pourtant soutenu lors des

élections de 2013, mais qui a finalement pris ses distances avec elle. Les cotes de RG et de son leader ont pâti du fait qu'ils n'ont pas respecté leurs promesses électorales, à savoir la réduction des prix de l'énergie, la gratuité du crédit, les subventions faites aux villages et la résorption du chômage. Confrontée à la chute de sa popularité, l'équipe au pouvoir a réagi en menant des actions coercitives contre l'opposition. Le procès de l'ancien maire de Tbilissi et celui de la chaîne de télévision Rustavi2 ont considérablement nui à l'image de la Géorgie à l'étranger¹. Aux yeux de nombreux observateurs occidentaux, les autorités semblent plus soucieuses de mener une chasse aux sorcières que de poursuivre les réformes. Les enquêtes ouvertes par le Service de sécurité d'Etat contre les leaders de l'opposition pour « préparation de coup d'Etat » constituent également un élément de détérioration de la situation politique. Retour en arrière ou coup d'arrêt momentané donné à un processus de réformes qui a été très loin, mais qui a eu un sérieux coût social ?

Un processus de réformes qui a été radical

L'équipe gouvernementale arrivée au pouvoir en 2003 à la suite de la « révolution des roses » avait hérité d'un pays exsangue après les guerres civiles des années 1990, totalement miné par la corruption, doté d'une administration inefficace, d'une économie criminalisée et d'un territoire composé de baronnies faisant fi du pouvoir central. Elle s'était lancée dans un processus de réformes sans précédent, caractérisé par sa radicalité, en suivant deux directions principales : la construction de l'Etat, d'institutions efficaces, fonctionnelles et irréprochables en matière de corruption d'une part, et la libéralisation de l'économie de l'autre. A l'extérieur, un rapprochement rapide et maximal avec les structures européennes et euro-atlantiques, le but ultime affiché étant l'adhésion à l'Otan et à l'Union européenne. L'aspect culturel et sociétal comportait une véritable *kulturkampf* contre « la mentalité soviétique », le clanisme, le népotisme et le romantisme mafieux des « voleurs dans la loi ».

La restauration de l'autorité de l'Etat est passée par le remaniement total des structures de maintien de l'ordre, de l'administration fiscale, des douanes, des forces armées, etc. L'ancien ministère de l'Intérieur, symbole de la déliquescence de l'Etat et de la corruption, marqué par un fort cloisonnement interne avec sa douzaine de structures semi-autonomes taillées pour constituer des fiefs, a été jugé irréformable. L'une des premières décisions prises (en janvier 2004) a été la création d'une nouvelle police, dont le fleuron a été la police de patrouille. La suppression pure et simple de la police des routes, dont les Géorgiens appelaient les membres « bandits en uniforme »², et son absorption par la police de patrouille, devenue une vraie force de l'ordre de proximité, très visible et présente, ont été d'emblée très appréciées.

Une lutte sans merci a été menée contre le crime organisé. Le gouvernement s'est d'abord inspiré des lois antimafia italiennes des années 1980 pénalisant le simple fait d'appartenir à

¹ Voir notamment la déclaration conjointe de l'ambassade des Etats-Unis et de la délégation de l'Union européenne à Tbilissi du 5 novembre 2015 (<http://www.civil.ge/eng/article.php?id=28754>).

² Voir T. Gordadzé, « La police et la formation de l'Etat post-communiste en Géorgie », in G. Favarel-Garrigues (dir.), *Les Polices post-communistes*, L'Harmattan, 2003, pp. 245 et suiv.

l'organisation criminelle. Plusieurs arrestations de chefs présumés des groupes mafieux ont été diffusées à la télévision, afin de prouver que l'Etat était désormais plus fort, capable de détruire la clique que l'on croyait invincible. Ses chefs étant fortement soupçonnés de connivence avec l'administration pénitentiaire, celle-ci a été entièrement renouvelée. En deux ans, la plupart des caïds et des membres de groupes criminels se sont retrouvés derrière les barreaux ou en exil³. Les autorités se sont ensuite attaquées à la petite criminalité et à la délinquance juvénile, en partie liées au crime organisé, mais également issues de la pauvreté et de la précarité urbaine et rurale. La base législative a été considérablement musclée, sur le modèle notamment des dispositifs en vigueur aux Etats-Unis depuis les années 1990 (« tolérance zéro »). La législation antidrogue a elle aussi été renforcée.

Le gouvernement a lutté contre la corruption avec la même intransigeance et la même radicalité. Craignant que la remise en cause totale des privatisations frauduleuses des années 1990 ne débouche sur des processus échappant à tout contrôle, les procureurs ont proposé aux personnes incriminées d'entrer dans des procédures de négociation, à l'issue desquelles, en décidant de plaider coupable et de restituer une partie au moins des sommes incriminées, elles ont vu leur peine réduite, ou ont même évité le procès. Dans les universités, la lutte contre la corruption est entre autres passée par l'introduction d'un système d'examens nationaux anonymes, qui a mis fin aux pratiques de clientélisme et de népotisme des « facultés prestigieuses ». Enfin, l'armée géorgienne a été transformée en une force de défense petite mais efficace, capable de s'engager loin des frontières nationales (elle a participé à la campagne d'Irak en 2003, à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en Afghanistan et depuis 2014 aux opérations en Centrafrique et au Mali).

Dans le domaine économique, les maître-mots des réformes ont été la libéralisation et la dérégulation. Les nouveaux dirigeants se sont engagés dans une « thérapie de choc » à la Balcerowicz, sous la direction de Kakha Bendukidze, homme d'affaires nommé en 2004 ministre de l'Economie, puis ministre en charge de la Coordination des réformes. Adeptes des idées de Friedrich Hayek et de Milton Friedman, entouré de jeunes économistes formés dans les universités occidentales, Bendukidze a lancé une ambitieuse campagne de privatisations. Les dépenses publiques ont été drastiquement réduites grâce à l'allègement de la bureaucratie, la vente ou la mise en faillite des services et entreprises publics inefficaces, l'allègement considérable du code du travail (priorité a été donnée aux contrats particuliers entre l'employeur et l'employé pour la plupart des aspects encadrant l'emploi) et la simplification maximale des démarches administratives pour la création d'entreprises. Le taux d'impôt sur le revenu a été fixé à 12,5 % (*flat tax*) et les tarifs douaniers à un niveau qui est parmi les plus bas du monde, ce qui fait du pays un lieu attractif pour le réexport.

L'ouverture en 2010 des négociations avec l'Union européenne sur l'Accord d'association, et surtout sur sa composante commerciale – l'Aleca – a apporté son lot de changements au processus de réforme. L'ouverture du marché européen requérait l'adaptation de la législation et de l'économie aux standards européens. Tandis que Bruxelles exigeait de l'Ukraine, de la Moldavie et de l'Arménie une plus grande flexibilité de leurs économies, elle a plutôt

³ G. Slade, *Reorganising Crime. Mafia and Anti-mafia in Post Soviet Georgia*, Oxford, Oxford University Press, chapitres 3 et 4.

imposé à la Géorgie un coup d'arrêt au processus de dérégulation de l'économie initiée par Bendukidze. Le rapprochement avec l'UE étant jugé prioritaire, Tbilissi a accepté la plupart des conditions qu'elle réclamait.

Entre autres difficultés, la Géorgie s'est heurtée à l'hostilité de la Russie. Le processus de réforme a constitué l'une des causes principales du conflit russo-géorgien et de la guerre d'août 2008. L'objectif du Kremlin a été de détourner Tbilissi de ses ambitions euro-atlantiques, mais aussi de discréditer les « révolutions de couleur » en faisant échouer les réformes locales. Les embargos, les tentatives de déstabilisation interne par soutien à l'opposition la plus radicale, les expulsions abusives de ressortissants géorgiens en 2006, l'officialisation des relations privilégiées avec les séparatistes abkhazes et sud-ossètes ont été autant de moyens de pression qui ont précédé l'invasion de 2008.

Les réformes géorgiennes ont profondément modifié l'Etat et la perception qu'en a la société. Leur caractère radical et la volonté délibérée de rompre avec le système postcommuniste ont porté leurs fruits. La corruption a été réduite à un niveau largement inférieur à celui de certains pays membres de l'UE d'après Transparency International. Les institutions telles que la police, l'armée, l'administration fiscale, les douanes, le registre public ont été modernisées. La criminalité a sensiblement diminué. Dans le domaine économique, les initiatives prises ont permis de restituer au budget de l'Etat une masse importante d'argent, contribuant au financement des réformes et des projets d'infrastructures dont le pays avait grandement besoin. Elles ont aussi créé un climat favorable aux affaires. Entre 2005 et 2008, le taux de croissance de l'économie a oscillé entre 9 et 12 %. En 2012, la Géorgie était en neuvième position dans le classement annuel de la Banque mondiale « Doing Business ». Elle a en outre réussi en moins de deux ans à stabiliser son approvisionnement énergétique (gaz et électricité) et à rompre sa dépendance en la matière vis-à-vis de la Russie.

En dépit de succès indéniables, cette politique n'a pas été exempte de défauts et d'erreurs, et elle a laissé un goût amer à un nombre non négligeable de citoyens. Les réductions drastiques des effectifs hérités de l'administration soviétique, l'embauche des jeunes aux dépens des générations formées avant l'indépendance, le sacrifice des secteurs inefficients de l'économie (une bonne partie de l'agriculture), les dérégulations maximales et le code du travail très allégé ont fini par provoquer mécontentements et contestations. Les crispations se sont traduites par une radicalisation d'une partie de l'électorat dans le conservatisme nationaliste ou religieux. La sévérité des peines qui a abouti à un gonflement impressionnant de la population carcérale a suscité au sein de la société des réactions d'autant plus ambivalentes que la quasi-carte blanche donnée à l'administration pénitentiaire pour lutter contre la criminalité a connu quelques dérives. La radicalité du processus de réforme a suscité de nombreuses critiques locales et internationales émanant d'organisations non gouvernementales. Il a été reproché au pouvoir de sacrifier les procédures démocratiques au nom de l'efficacité et d'influencer fortement les décisions de la justice aux dépens du principe de la séparation des pouvoirs. Le vote de 2012 qui a mis fin au règne du Mouvement national unifié (MNU) était principalement motivé par les difficultés économiques que connaissaient les plus démunis, et par la fascination qu'exerçaient la figure paternaliste et les promesses du milliardaire devenu chef de l'opposition.

La greffe des réformes géorgiennes en Ukraine ?

En Ukraine, après l'arrivée au pouvoir de la coalition pro-européenne, de nombreux anciens hauts fonctionnaires géorgiens, le Président inclus, ont été invités à venir soutenir la mise en œuvre des réformes. Des cadres du ministère de la Justice, du bureau du procureur général, du ministère de l'Intérieur, des militaires de carrière ont rejoint l'Ukraine aux côtés de citoyens baltes, américains et même russes. La réforme de la police, à savoir la suppression de la très corrompue et peu appréciée police à la mode soviétique et l'introduction de la police de patrouille, l'une des réformes phares du président Porochenko, est l'œuvre de la ministre adjointe de l'Intérieur Eka Zguladze, qui occupait le même poste dans le gouvernement géorgien jusqu'à la fin de 2012. Khatia Dekanoidze a pris la direction de l'académie de police de l'Ukraine. La réforme du ministère de la Justice a été confiée à Giorgi Getzadze, vice-ministre, plus particulièrement chargé de la lutte anticorruption, de la réorganisation et de la modernisation des services d'Etat (état-civil, cadastre), autrefois sources de corruption des fonctionnaires. La réforme du système de santé publique a été confiée à Aleksandre Kvitachvili, un autre ancien ministre géorgien, celle de la procurature à David Sakvarelidzé, nommé procureur général adjoint d'Ukraine. A Odessa, dont Mikheil Saakachvili a accepté de devenir gouverneur, la concentration des fonctionnaires géorgiens est particulièrement importante. Kiev semble vouloir faire de cette ville et région réputées difficiles un laboratoire des réformes. De nombreux autres Géorgiens ont été invités à conseiller le gouvernement ukrainien sur des dossiers ponctuels ou à travailler dans les administrations régionales de façon permanente. Ces initiatives ont suscité au sein du gouvernement de Tbilissi des réactions négatives qui s'expliquent par son hostilité vis-à-vis de l'équipe précédente. Les Géorgiens sont quant à eux en majorité très favorables à la « révolution de Maïdan » et à la lutte de l'Ukraine contre l'agression extérieure.

Seule expérience globalement réussie de tout l'espace postsoviétique en matière de construction d'institutions publiques efficaces et non corrompues, la Géorgie est aujourd'hui considérée à Kiev comme un modèle et un soutien privilégié. Si l'Ukraine d'avant Maïdan ressemblait à la Géorgie d'avant la « révolution des roses », avec sa bureaucratie totalement corrompue et criminalisée, son Etat déliquescant et ses institutions dysfonctionnelles, quelques différences majeures existent néanmoins entre les deux. Le pays étant presque dix fois plus peuplé, l'économie ukrainienne a engendré des clans oligarchiques beaucoup plus puissants que les géorgiens. Sur le plan politique, contrairement à la Géorgie où un parti politique, le MNU, a gouverné deux législatures en disposant d'une majorité absolue au Parlement et de la quasi-totalité des pouvoirs au niveau local, la coalition au pouvoir en Ukraine est fragile et aucun parti n'est en mesure de gouverner seul. Quant aux régions, les rapports de force y sont infiniment plus disparates. Une situation qui rend la réalisation des réformes plus difficile.

Que savons-nous de l'impact de l'« Etat islamique » sur l'Asie centrale et le Caucase ?

par Bayram Balci

Jamais une guerre civile n'a inspiré autant de passions djihadistes dans le monde, ni attiré autant de candidats au djihad que la guerre civile syrienne. Ni l'Afghanistan, ni la Tchétchénie ne soutiennent la comparaison par la diversité tant géographique qu'ethnique des combattants. Les cohortes les plus nombreuses viennent du monde arabe, d'Irak, de Libye, d'Afrique du Nord et de la péninsule arabique.

Les Caucasiens et les Centrasiatiques sont moins nombreux, mais leurs actions sur le terrain inquiètent les autorités de leurs pays d'origine et leurs itinéraires jusqu'au Moyen-Orient suscitent les fantasmes les plus variés. L'inaccessibilité et la dangerosité du terrain rendent l'étude de leur démarche difficile, et nous nous proposons ici de faire un état des lieux des savoirs en tentant de répondre à quelques questions : qui sont-ils ? Combien sont-ils ? Quelles sont leurs motivations ? Comment sont-ils perçus en Asie centrale et en Russie ? Comment leur engagement et leurs idées impactent-ils les sociétés locales ?

Considérations générales sur les liens entre djihadisme moyen-oriental et djihadisme postsoviétique

La notion de *djihad*, adoptée aussi bien en anglais qu'en français, ne répond pas forcément à une définition. Sa racine arabe à triple consonance, « j, h, d », au gré des vocalisations possibles, signifie « effort », « lutte », « résistance » ou « tentative », et a donné naissance à autant de préfixes désormais connotés : Jahid, Jihad ou Mujahid. C'est le sens militaire et religieux qui s'impose aujourd'hui. Au sein des différents courants et écoles de l'islam, il n'y a pas de consensus sur sa signification ni sur ses usages, mais le plus petit dénominateur commun est l'effort d'expansion et de diffusion de la religion. Il s'exprime de deux manières : le « grand djihad » que chaque croyant, par sa piété et son respect des prescriptions, doit effectuer pour lutter contre ses propres faiblesses, et le « petit djihad », qui désigne la lutte sacrée qu'ont menée les armées du Prophète pour l'expansion de l'islam. Dans le prolongement de cette tradition, la plupart des dirigeants du monde musulman à travers l'histoire ont instrumentalisé et eu recours à ce vocable pour mobiliser les troupes et satisfaire des intérêts qui ne sont pas forcément religieux : agrandir un territoire ou le défendre.

En Asie centrale et dans le Caucase, le terme a surtout été utilisé au XIX^e siècle pour mobiliser des troupes contre l'expansion militaire russe, notamment par l'imam Chamil, meneur de la résistance caucasienne, ou en Asie centrale, lors de la révolte d'Andijan en 1898. En vain, puisque les pouvoirs russe puis soviétique se sont imposés aisément, avec le soutien d'intellectuels musulmans réformistes, dits *djadid*. Le terme de djihad est alors tombé plus ou moins en désuétude, avant de réapparaître lors de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, avec un sens particulier. En effet, des résistants afghans s'en sont emparé pour entamer la guerre des *moudjahidin* contre les infidèles soviétiques. En ces temps de guerre froide, le

djihad antisoviétique et anticommuniste des Afghans a bénéficié du soutien considérable des Occidentaux, Américains et Européens en tête, ceux-là même qui aujourd'hui s'opposent aux nouveaux djihadistes mondialisés.

Avec l'implosion de l'URSS, le Caucase et l'Asie centrale ont connu deux expériences distinctes de djihadisme. En Tchétchénie la guerre indépendantiste, initiée par des séculiers, a été récupérée par des islamistes qui ont marginalisé le discours nationaliste pour en faire un combat djihadiste alimenté en partie par l'extérieur. En Asie centrale le mouvement a vu le jour au tout début de la décennie 1990, quand une poignée de militants radicaux, d'inspiration locale mais bénéficiant de soutiens extérieurs, a jeté les bases d'un mouvement djihadiste ouzbek, le futur Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO) qui, chassé d'Asie centrale, a trouvé refuge en Afghanistan où il survit, même s'il a été décimé par les frappes américaines de l'après-11 septembre 2001.

Curieusement, entre la fin de l'URSS et l'émergence de l'organisation « Etat islamique » en Syrie et en Irak, on n'a pas constaté de connexions particulières entre les djihadistes du Moyen-Orient et ceux de la sphère postsoviétique, où le djihad alimentait des combats locaux, en partie en raison de la méconnaissance du monde extérieur qui rendait les combattants indifférents aux enjeux moyen-orientaux. C'est l'invasion de l'Irak en 2003 qui a enfanté le djihadisme mondial et attiré des candidats originaires de nombreux pays musulmans. Mais il n'a pas eu alors d'influence sur les islamistes d'Asie centrale et du Caucase, centrés sur des préoccupations locales. Or depuis qu'en 2013 une partie de la Syrie et de l'Irak est devenue un « djihadistan » administré par le très puissant Daech, de nombreux Centrasiatiques et Caucasiens ont rejoint leurs rangs. Pourquoi et comment arrivent-ils dans ce Moyen-Orient qui leur est si étranger ?

La présence centrasiatique et caucasienne auprès des djihadistes du Moyen-Orient

Il existe peu d'études fiables susceptibles de donner des informations sur le nombre de djihadistes centrasiatiques présents en Syrie et en Irak. Le rapport de l'International Crisis Group de janvier 2015 parle d'environ cinq cents combattants ouzbeks, originaires de la Ferghana, d'Osh au Kirghizstan ou même de la diaspora de Russie, et de quelques centaines de combattants kazakhs et kirghizes¹. De manière plus anecdotique, le Tadjikistan a fait la une de l'actualité quand le chef des forces spéciales, formé par les Américains, a fait défection pour rallier le djihad en Syrie². L'Institut polonais des affaires internationales (PISM) avance des données plus alarmistes, qui doivent être lues avec précaution, car il n'y a pas moyen de vérifier la mesure du phénomène. Comme le font remarquer John Heathershaw et David Montgomery, même le rapport ICG est biaisé par le fait que ces régimes ne sont pas des modèles de transparence

¹ « Syria calling : Radicalisation in Central Asia », *Europe and Central Asia Briefing*, n° 72, International Crisis Group, Bishkek/Bruxelles, 20 janvier 2015 (<http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/central-asia/b072-syria-calling-radicalisation-in-central-asia.pdf>).

² I. Rotar, « Political islam in Tajikistan after the formation of the IS », *CERIA Brief*, n° 8, octobre 2015 (<http://centralasiaprogram.org/blog/2015/10/19/political-islam-in-tajikistan-after-formation-of-the-is/>).

démocratique, que la répression des oppositions y est la règle, que tout travail de recherche est partiel et mené *off the record*³. Tous ces facteurs obligent à relativiser les chiffres, qui sont autant d'outils politiques malléables sur la scène intérieure aussi bien qu'extérieure.

Dans le Caucase, la problématique djihadiste se pose différemment. Elle concerne moins le Sud-Caucase, c'est-à-dire l'Azerbaïdjan, que le Nord-Caucase. Cent cinquante à trois cents militants sunnites salafistes seraient partis d'Azerbaïdjan pour combattre le régime de Bachar al-Assad. L'instrumentalisation en Syrie du clivage chiites/sunnites résonne dans ce petit pays où cohabitent encore paisiblement les deux communautés⁴. Il s'agit essentiellement de groupes ethniques nord-caucasiens, appartenant notamment à la minorité Lezgi qui vit à cheval entre le Daghestan et l'Azerbaïdjan. Le phénomène djihadiste est surtout tchéchène et daghestanais. Outre le fait que les Tchétchènes constituent en Syrie le groupe djihadiste non-arabe le plus nombreux, ils s'y distinguent par leur valeur guerrière et leurs prouesses au combat.

L'Eurasie et le Moyen-Orient



³ J. Heathershaw, D. W. Montgomery, « Who says Syria's calling ? Why it is sometimes better to admit that we just do not know », CEDAR, 17 février 2015 (<http://www.cedarnetwork.org/2015/02/17/who-says-syrias-calling-why-it-is-sometimes-better-to-admit-that-we-just-do-not-know-by-john-heathershaw-and-david-w-montgomery/>).

⁴ B. Balci, « The Syrian crisis : a view from Azerbaijan », *Foreign Policy Journal*, 18 mars 2013, Carnegie Endowment for International Peace (<http://carnegieendowment.org/2013/03/18/syrian-crisis-view-from-azerbaijan>).

La plupart ne sont pas originaires de Tchétchénie mais de la diaspora, forcés à l'exil après deux guerres contre la Russie en 1994-1996 et 1999-2001. Leurs chefs viennent le plus souvent de la vallée de Pankisi dans le nord de la Géorgie, et appartiennent au groupe ethnique des Kistes, voisin des Tchétchènes. Sur le terrain syrien, ces combattants de la Pankisi, mais aussi d'autres régions du Caucase voire de Russie, de Turquie et même d'Europe se sont peu à peu organisés en plusieurs groupes. Le premier, Jaysh al-Muhajirin val-Ansar, s'est formé dans le courant de l'année 2013. Cette désormais puissante « Armée des migrants et des partisans » est dirigée par Abu Omar al-Chichani (né Tarkhan Batirashvili) qui vient de la Pankisi et a servi dans les forces spéciales géorgiennes⁵. D'abord autonome, elle s'est rapprochée de l'« Etat islamique » et son commandant a prêté allégeance au calife autoproclamé Ibrahim al-Baghdadi, témoignant de fait d'un éloignement des préoccupations purement caucasiennes. Les forces « rebelles » tchétchènes, organisées en « Emirats du Caucase » dirigé par Duki Omarov, ont vu d'un mauvais œil l'essor de l'EI, qui a réussi à fédérer et à structurer là où elles avaient échoué, provoquant des scissions parmi les combattants tchétchènes en Syrie. Un des adjoints d'Abu Omar al-Chichani, Salahaouddin al-Chichani, a ainsi quitté la Jaysh al-Muhajirin val-Ansar pour créer un groupe rival. Une deuxième scission a eu lieu par la suite, menée par une autre figure combattante de l'organisation initiale, Sayfullah Shishani, lui aussi originaire de la vallée de Pankisi. Cette rupture était liée au clivage entre Daech et Jabhat al-Nusra, les deux principales organisations djihadistes qui occupent le terrain en Syrie. Le nouveau groupe, en désaccord avec les méthodes radicales de l'EI, a préféré coopérer avec la mouvance Jabhat al-Nusra, moins extrémiste et plus ouverte à toutes sortes de coopérations dans le but de faire tomber Bachar al-Assad.

Les sibiylines motivations des djihadistes caucasiens et centrasiatiques en Syrie

Comprendre et expliquer les motivations des étrangers qui font le djihad dans les villes et les campagnes de Syrie et d'Irak n'est pas aisé. Les différents cas de radicalisations et de passages à l'acte djihadistes, y compris ceux des militants originaires de l'ex-URSS, ont des sources et des justifications variées et obscures.

En Asie centrale, la pauvreté et l'absence de perspectives sont souvent évoquées comme des facteurs déclencheurs de radicalisation. L'argument est faible et insuffisant : d'une part cette précarité est toute relative (la situation n'est pas catastrophique), d'autre part elle touche également des régions qui sont épargnées de tout mouvement extrémiste.

L'absence de liberté religieuse et la coercition qu'exercent les régimes locaux sont deux autres facteurs d'explication, dont il ne faut pas non plus exagérer l'importance. La répression à l'égard de certains courants ou penseurs islamistes qui refusent l'islam officiel dicté par le régime, en Ouzbékistan notamment, est certes forte et pesante. Mais cela n'explique pas que les opprimés ouzbeks se tournent vers la Syrie plutôt que vers l'Afghanistan, plus proche, et d'où le mouvement djihadiste ouzbek du MIO combat le « régime impie et oppresseur » de Tachkent.

⁵ E. Suleyanov, « Globalizing Jihad ? North Caucasians in the Syrian civil war », *Middle East Policy Council*, automne 2014, Vol. XXI, n° 3 (<http://www.mepc.org/journal/middle-east-policy-archives/globalizing-jihad-north-caucasians-syrian-civil-war?print>).

Ailleurs d'autres motivations sont invoquées. Pour les militants originaires du Caucase qui sont presque exclusivement tchéchènes, le combat sacré contre la Russie, faute de pouvoir être mené sur place du fait de l'encadrement militaire du territoire, est livré par procuration contre le régime de Bachar al-Assad, son allié. L'aviation russe engagée dans le conflit syrien pour bombarder soi-disant des positions djihadistes en Syrie y poursuit de fait cyniquement des rebelles tchéchènes que Vladimir Poutine avait promis en d'autres temps « de poursuivre jusque dans les chiottes ». Ces mêmes bombardements ont aussi tragiquement touché des villages habités en partie par des descendants de Caucasiens qui avaient fui la conquête russe au XIX^e siècle et avaient été installés par les autorités ottomanes dans diverses parties des actuelles Syrie et Jordanie.

Pour les candidats au djihad originaires d'Asie centrale, dont les plus pieux émigrent en famille, le mobile principal est à rechercher dans l'appel séduisant du retour aux sources et de la propagande du califat autoproclamé. Le fait de jouer sur les notions de « califat » et d'« Etat islamique » flirte avec ces fantasmes d'un autre âge, révolu et idéalisé. Enfin, pour beaucoup d'autres désabusés, participer au djihad est une fuite en avant personnelle, nourrie d'un nihilisme inavoué qui se cache derrière la cause instrumentalisée de la religion.

Il ne s'agit là que de quelques motivations parmi de nombreuses autres, inextricablement liées, dont la confusion rend la compréhension de ces mobilisations ardue. En l'absence de données empiriques solides, ce ne sont que des suppositions à manipuler et à considérer avec précaution et mesure.

Menace djihadiste et sécurité en Asie centrale et dans le Caucase

La radicalisation et le retour de djihadistes au pays créent une menace intérieure directe, et la sécurité nationale est une préoccupation essentielle dans l'espace postsoviétique. Aussi fondée soit-elle, le risque de retour est pour le moins limité et exagéré à dessein, car il permet de justifier l'autoritarisme et la répression de toutes les oppositions ou menaces potentielles. Le président tadjik a comparé l'« Etat islamique » à la peste et ne cesse de sonner l'alarme contre la contagion. Or les estimations chiffrées les plus pessimistes suffisent à relativiser ce risque. On dénombre cinq cents djihadistes venant d'Ouzbékistan, deux cent cinquante du Kazakhstan et cent cinquante du Kirghizstan, soit bien moins que ceux qui sont partis de France, d'Allemagne ou de Belgique, où les communautés musulmanes sont nettement moins nombreuses. Surtout, peu reviennent, soit parce qu'ils n'en ont pas le projet, soit parce qu'ils sont morts. Certains, issus de minorités diasporiques, n'ont même pas la perspective du retour.

Il en va de même pour la menace tchéchène en Russie. Elle est toute relative, détourne la violence du Caucase vers la Syrie, et montre l'inaptitude des djihadistes à agir de façon coordonnée sur le sol de la Fédération de Russie. A bien des égards, la Syrie attire tous les fanatiques de ces pays, trop heureux de s'en débarrasser à bon compte.

Le risque de contagion massive est donc marginal, mais celui d'attentats spontanés, commis par des individus isolés plus que par des structures organisées, ne doit pas être minimisé.

Si l'Asie centrale n'est pas engloutie par le phénomène djihadiste moyen-oriental, il n'en reste pas moins que des risques d'instabilité existent. Le Tadjikistan est le pays le plus vulnérable et le

plus susceptible d'être déstabilisé par une éventuelle convergence entre djihadisme moyen-oriental et islamisme local. Le président Imamali Rahmon a récemment rompu l'accord de cessez-le-feu de 1997 et interdit le Parti de la renaissance islamique⁶, unique parti islamiste légal d'Asie centrale jusque-là. L'Etat a ainsi contraint à la clandestinité la seule formation politique du pays capable de canaliser la frustration politique et sociale ainsi que la montée du radicalisme politico-religieux, ajoutant une contrariété supplémentaire dans une société désespérée et acculée à des choix extrêmes. Les Tadjiks partis en Syrie auraient demandé à al-Baghdadi de porter le djihad au Tadjikistan. Cela ne suffira pas à y attirer l'EI, mais le risque que se développent des liens entre ces éléments tadjiks déstabilisateurs et des djihadistes en Afghanistan existe.

Conclusion

S'il est vrai que Daech est présent en Afghanistan, où des combattants qui lui ont prêté allégeance combattent les talibans, en revanche l'engagement avéré de djihadistes caucasiens et centrasiatiques auprès de l'« Etat islamique » ne donne pas lieu à une ramification dans la zone ex-soviétique comme certaines analyses l'affirment. Le fossé historique et culturel creusé par la domination russe puis soviétique a fini de séparer les musulmans d'Asie centrale et du Caucase de leurs coreligionnaires moyen-orientaux dans le destin et l'appréhension du monde. Le rétablissement des liens en 1991 au moment de la dislocation de l'URSS est timide aussi bien avec le Moyen-Orient qu'avec l'Asie du Sud tant les pouvoirs postsoviétiques en place sont méfiants vis-à-vis de toute forme d'ingérence extérieure, *a fortiori* religieuse.

Le vrai danger d'instabilité auquel font face les Etats et les sociétés d'Asie centrale et du Caucase n'est pas l'EI ni les dérives individuelles du djihadisme, ni même la menace islamiste endogène à ces sociétés comme le MIO, mais bien les tensions dues à l'ethnonationalisme rampant. Dans le Caucase comme en Asie centrale postsoviétique, l'irrédentisme nationaliste a tué bien plus que l'islamisme. Par ailleurs, la dérive djihadiste favorisée par l'échec des « printemps arabes » ne fait que déconsidérer l'idée même de transition démocratique. Enfin, plus que la menace djihadiste, les successions politiques dans ces régimes autoritaires sont des motifs de préoccupation à ne pas négliger, notamment en Ouzbékistan, au Kazakhstan voire au Tadjikistan où les dirigeants sont en place depuis un quart de siècle, surtout à l'heure où la Russie de Vladimir Poutine resserre l'étau sur ses anciennes « possessions ». Et si l'adversaire, profitant du chaos et de la cacophonie antidjihadiste, n'était pas celui qu'on pense ?

⁶ « Tajik islamic party banned, given deadline to stop activities », *Radio Free Europe-Radio Liberty*, 28 août 2015 (<http://www.rferl.org/content/tajik-islamic-party-banned/27213877.html>).

Deuxième partie

L'Eurasie en perspective

La modernisation de l'armée russe et les enseignements des engagements en Ukraine et en Syrie *par Isabelle Facon*

Selon la définition proposée par le *Larousse*, « moderniser » signifie « organiser quelque chose d'une manière conforme aux besoins d'aujourd'hui ». C'est précisément ce que les autorités russes ont décidé de faire en 2008 lorsqu'elles ont constaté les failles de leur outil militaire à l'occasion de la « guerre des cinq jours » en Géorgie. En 2014 et en 2015, l'armée russe a donné, en Ukraine comme en Syrie, un aperçu de la remise à niveau progressive de ses capacités. La campagne syrienne en particulier a été accompagnée par une communication « à l'occidentale » remarquée, qui visait à projeter une image de modernité. Au-delà de l'image, elle n'a effectivement plus grand-chose à voir aujourd'hui avec ce qu'elle était lors de son engagement géorgien.

Les « besoins d'aujourd'hui »

Les autorités russes avaient déjà constaté au début du ^{xxi}^e siècle que les évolutions intervenues aussi bien dans le paysage international que dans le domaine technologique depuis la fin de la guerre froide rendaient inutile une armée de masse fondée sur la conscription universelle et organisée en divisions. Les puissances militaires occidentales demeurent un sujet de préoccupation pour l'état-major général russe, du fait de l'élargissement de l'Otan et de la politique jugée unilatéraliste et interventionniste des Etats-Unis. Mais les risques et menaces que font peser ces acteurs ne prennent plus depuis longtemps la forme d'une hypothétique invasion terrestre massive : ils s'incarnent plutôt dans des campagnes de frappes aériennes et balistiques précises sur des cibles stratégiques russes (militaires, économiques, gouvernementales). Dans ce qui reste l'espace stratégique prioritaire de Moscou, « l'étranger proche », les problèmes susceptibles de susciter une réponse militaire de sa part (réchauffement de conflits gelés, troubles interethniques, infiltrations de militants islamistes, voire soulèvements populaires massifs...) nécessitent des forces mobiles capables de se déployer rapidement. Le constat de l'inadaptation de « l'ancienne » armée à ce type de défis a été fait de longue date, lors des deux campagnes tchéthènes. Par ailleurs, la Russie de Vladimir Poutine, soucieuse de redorer son blason international, réfléchit aux moyens de déployer une diplomatie de défense plus active.

Nouvelles structures

Un certain nombre de changements structurels ont en conséquence été engagés en 2008, après l'expérience peu concluante, d'un strict point de vue opérationnel, de la guerre en Géorgie. Le « risque occidental » reste couvert par la dissuasion nucléaire, que les Russes voient comme un égalisateur de puissance et un compensateur du fossé technologique militaire qui s'est creusé avec les forces occidentales. Au cours des dernières années, la modernisation de la triade stratégique, une des priorités du programme d'armement, s'est accélérée : entrée en service plus rapide que prévu de nouveaux missiles intercontinentaux dotés de systèmes

destinés à pénétrer les défenses antimissiles, arrivée des nouveaux sous-marins stratégiques Borey dans les flottes du Nord et du Pacifique, développement d'un nouveau bombardier stratégique (PAK-DA) et modernisation des appareils anciens (Tu-160, Tu-95)... En parallèle, la Russie constitue une défense aérospatiale intégrée. Le processus a été engagé officiellement le 1^{er} décembre 2011, avec la création de la Défense aérospatiale (Vozdouchno-Kosmitcheskaïa Oborona – VKO), qui intègre dispositifs d'alerte avancée, systèmes de surveillance de l'espace, sites de lancement et de commandement des satellites, etc. En août 2015, un Grand Commandement des forces de défense aérospatiale (Voenno-Kosmitcheskie Sily) a été formé via le regroupement de la VKO et des forces aériennes (Voenno-Vozdouchnye Sily), qui place sous un commandement unifié les forces aériennes, les défenses antiaériennes et antimissiles, et les forces spatiales. Selon les explications des responsables militaires russes, il s'agit de réagir au fait que « les principales nations (...) misent sur l'obtention de la domination aérospatiale et la conduite d'opérations aérospatiales massives au tout début d'une guerre, prenant la forme de frappes contre des sites stratégiques et vitaux »¹.

L'armée de terre a été pour l'essentiel réorganisée en une quarantaine de brigades censées être de déploiement beaucoup plus rapide et d'utilisation plus souple – ce qui répond mieux aux nécessités anticipées par le gouvernement d'être capable de réagir prestement dans la périphérie immédiate du pays, voire sur le territoire national². L'armée russe disposait déjà d'une expérience en la matière puisqu'elle avait créé, suite aux conflits en Tchétchénie, un certain nombre d'unités professionnelles en état d'alerte permanent, qui lui ont d'ailleurs été d'un grand secours lors de la « guerre des cinq jours »³. L'establishment militaire a également privilégié le développement des forces de réaction rapide sur la base du renforcement des forces aéroportées (dont les effectifs, si la crise économique ne s'y oppose pas, doivent être doublés d'ici 2020). L'accent placé sur les forces spéciales va dans le sens du souci de muscler la capacité à réaliser des missions à dimension expéditionnaire. Forces spéciales et aéroportées constituaient le gros du contingent des « petits hommes verts » qui sont intervenus en Crimée en 2014.

L'accélération considérable du rythme des exercices (notamment des exercices surprise) à tous les niveaux et à tous les échelons a permis entre autres de tester les nouveaux commandements régionaux interarmées (Ouest, Centre, commandement stratégique Sud, Est, commandement stratégique Nord), l'amélioration de la coordination interarmées étant l'un des objectifs majeurs de la réforme, mais aussi l'évolution du soutien logistique (la Russie a considérablement renforcé ses chaînes de soutien navales et aériennes, corrigeant ainsi partiellement une faiblesse chronique)⁴. La rapidité des déploiements et des rotations des forces russes à la frontière avec l'Ukraine a témoigné de ces efforts.

¹ « Defense ministry : Threat to Russian strategic sites to come from outer space in future wars », *Interfax-AVN*, 8 décembre 2014.

² Au tout début de 2016 cependant, le ministre de la Défense annonçait l'établissement prochain de trois nouvelles divisions sur son flanc ouest, sans doute en réponse aux mesures prises par l'Otan depuis 2014 pour rassurer ses membres centre-européens.

³ R. Poukhov, « L'état actuel de l'armée russe », in *Russie 2015. Regards de l'Observatoire franco-russe*, Paris, Cherche-Midi, 2015, p. 234.

⁴ R. McDermott, « Russia's strategic mobility and its military deployment in Syria », *RUFS Briefing*, FOI, n° 31, 12 novembre 2015.

Des équipements modernisés, de nouvelles technologies

L'industrie de défense nationale a été fortement mise à contribution dans la modernisation de l'armée russe, ce qui a eu un double effet : elle a récupéré des budgets importants (au taux de change 2010, le programme d'armement 2011-2020 devait être financé à hauteur d'environ 600 milliards de dollars), et subi une forte pression des pouvoirs, parfois du président Poutine directement, sur la réalisation d'un cahier des charges très lourd, alors que les entreprises demeurent pour beaucoup d'entre elles en mal de rééquipement. En Syrie, le gouvernement russe a voulu attirer l'attention sur ses technologies récentes – mais en les employant en quantité modérée, puisque sur l'ensemble des opérations, ce sont principalement des matériels plus anciens qui ont été utilisés. Parmi ces technologies, on peut évoquer le nouvel avion d'attaque Su-34 ou les missiles Kalibr, tirés depuis la Caspienne et la Méditerranée. Les bombardiers stratégiques Tu-160 et Tu-9⁵ ont pu s'illustrer dans des missions conventionnelles – ce pour quoi ils ont fait ces dernières années l'objet d'une modernisation. Les munitions guidées auraient représenté 20 % des frappes menées au cours des premières semaines d'intervention⁵. Par ailleurs, les équipements individuels (de même que les uniformes) ont été en grande partie renouvelés. Dans le domaine spatial, l'armée russe a reconstitué au moins partiellement sa capacité en reconnaissance satellitaire et en communication. Ses moyens de guerre électronique se sont illustrés avec efficacité en Ukraine et en Syrie.

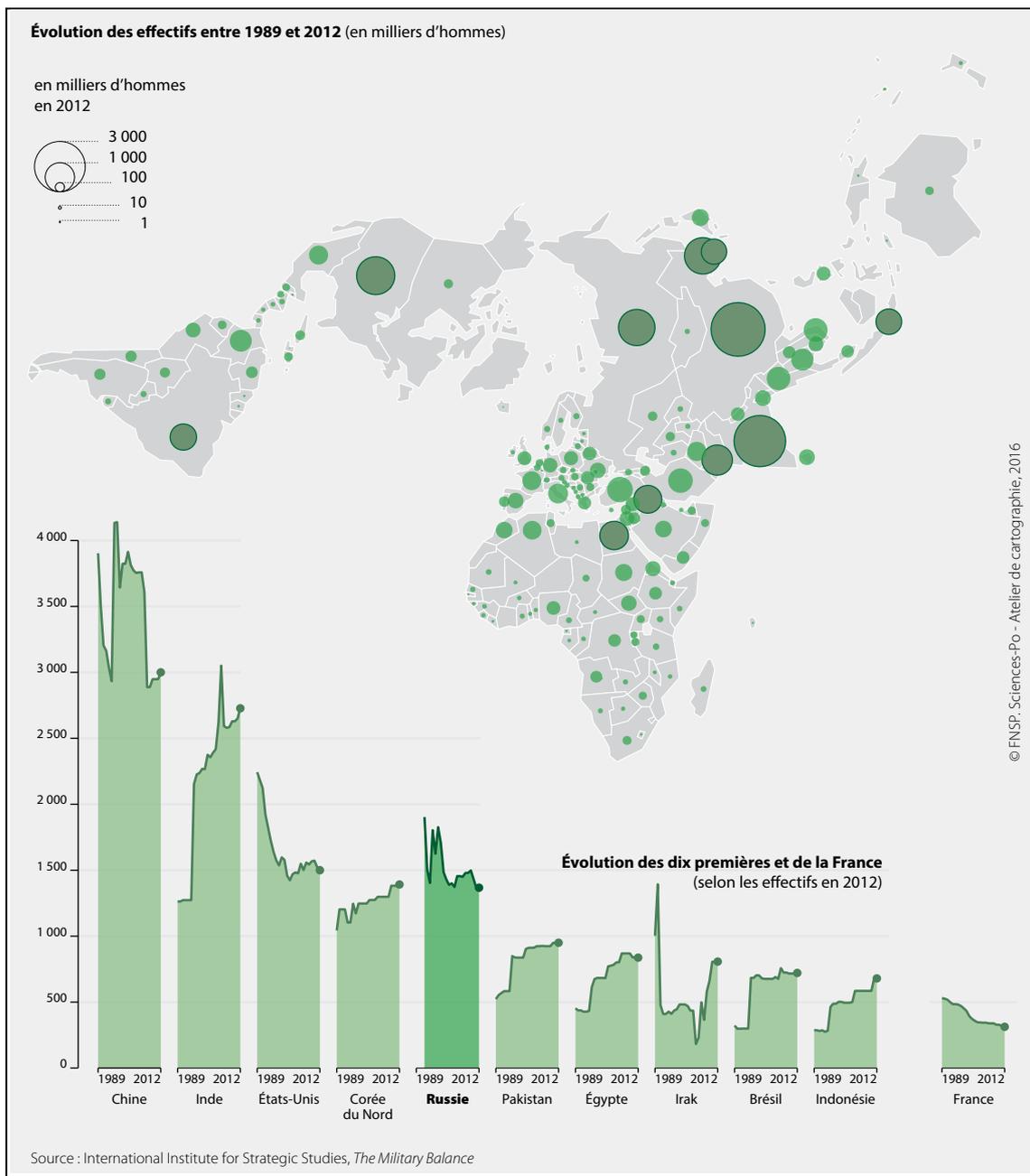
Les difficultés persistantes dans l'équipement et le recrutement

L'accent que la Russie met toujours sur la dissuasion nucléaire traduit la persistance d'un inconfort relatif lié au rythme du remplacement des équipements, plus lent que souhaité, et surtout à la difficulté qu'éprouve son industrie à dépasser son retard dans certaines technologies clés du point de vue de l'efficacité au combat. La doctrine militaire actualisée fin 2014 évoque, parmi les missions principales des forces armées, « la dissuasion stratégique (nucléaire et non nucléaire) ». Le concept de dissuasion non nucléaire est réalisé, selon ce document, par un système de mesures de politique étrangère, militaires et militaro-techniques visant à prévenir une agression contre la Russie par des moyens non nucléaires. La « dissuasion stratégique », indique aussi la doctrine, suppose, sur le plan militaire, un degré élevé de préparation au combat des forces classiques et le recours à des systèmes d'armes de précision (« dans le cadre de la réalisation de mesures de dissuasion stratégique reposant sur la force, l'utilisation d'armes de haute précision est envisagée par la Fédération de Russie »). Cela fait *a priori* écho à des programmes américains (armements conventionnels de précision à longue portée). Mais les autorités russes reconnaissent leur incapacité à suivre la tendance dans l'avenir prévisible. Le fossé avec les puissances militaires occidentales en matière d'armements de pointe, de systèmes de haute précision, de C4ISR (Command,

⁵ D. Gorenburg, « Russia's Syria operation reveals significant improvement in military capability », *The Interpreter*, 13 novembre 2015 (www.lowyinterpreter.org).

Control, Communications, Computers, Intelligence, Surveillance and Reconnaissance) persiste. De l'aveu d'officiels militaires, les sanctions imposées à la Russie en 2014, conjuguées à la rupture des liens avec l'Ukraine dans le domaine industriel de défense, ralentissent la réalisation du programme d'armement et mettent en cause les partenariats internationaux qui auraient pu aider à dépasser certains blocages technologiques. Blocages qu'enracinerait, si la crise économique devait perdurer, la difficulté à financer la Défense selon les plans établis.

Les principales armées dans le monde



Côté recrutement, la part des personnels contractuels tend à dépasser celle des conscrits (295 000 contre 273 000 fin 2014, aux côtés des 230 000 officiers⁶). Autre élément de modernisation, qui découle en partie d'observations faites au sein des systèmes suisse et autrichien⁷, les sous-officiers et officiers bénéficient désormais de programmes de formation renouvelés dans le sens d'une plus grande adaptabilité et d'une décentralisation du commandement. Mais invariablement, conséquence des tendances démographiques et médicales observées en Russie ainsi que des nombreuses possibilités d'exemption, les effectifs demeurent inférieurs aux objectifs fixés par l'institution militaire, et le manque de professionnels et de contractuels reste un écueil. Les solutions envisagées – augmentation du nombre de contractuels – semblent difficiles à mettre en œuvre à brève échéance. Les appelés, quand ils ne peuvent éviter le service militaire (dont la durée a été ramenée de deux à un an), ne font pas preuve d'une grande motivation, ce qui pèse sur le professionnalisme d'une partie importante des effectifs de l'armée russe.

Ces éléments sous-tendent sans doute les diagnostics des experts selon lesquels 65 % seulement des brigades récemment constituées sont véritablement immédiatement aptes au combat⁸ (ce qui reste cependant plus favorable que la situation antérieure). Ils font partie des données qui interrogent la capacité de l'armée russe à tenir sur un conflit de longue durée ou sur un engagement nécessitant un déploiement à plus grande distance du territoire national que l'Ukraine ou la Syrie.

Conclusion

Dans son effort insistant pour s'imposer comme une puissance internationale de premier plan, un des atouts de la Russie est de ne pas hésiter à recourir aux leviers militaires. Le président Poutine juge explicitement que c'est le seul moyen d'imposer aux pays occidentaux ce qu'il considère être le juste respect des intérêts de la Fédération. Dans la zone stratégique que constitue pour la Russie l'espace anciennement soviétique, elle est désormais en mesure de déployer plus rapidement des forces plus réactives, mieux entraînées et plus nombreuses.

Les opérations en Ukraine et en Syrie ont montré que, quand elle estime être dans une situation d'asymétrie dans un rapport de forces militaire (réel ou supposé possible), la Russie rappelle opportunément qu'elle dispose de l'arme nucléaire, ou compense sa faiblesse en instaurant une forme de brouillard sur ses intentions stratégiques et militaires (désinformation, subversion, rôle des services spéciaux...). La manière très articulée dont Moscou a joué de ces leviers en Ukraine témoigne probablement, entre autres, d'une revitalisation de la pensée militaire russe et d'un effort marqué de conceptualisation des expériences de combat – nationales et étrangères – analysées au cours des dernières années. De plus en plus, le débat militaire russe évoque la possibilité de neutraliser la supériorité militaire de l'adversaire en

⁶ R. Poukhov, art. cité, p. 238.

⁷ G. Gressel, « Russia's quiet military revolution, and what it means for Europe », *Policy Briefs*, European Council on Foreign Relations, octobre 2015, p. 3 (http://www.ecfr.eu/publications/summary/russias_quiet_military_revolution_and_what_it_means_for_europe4045).

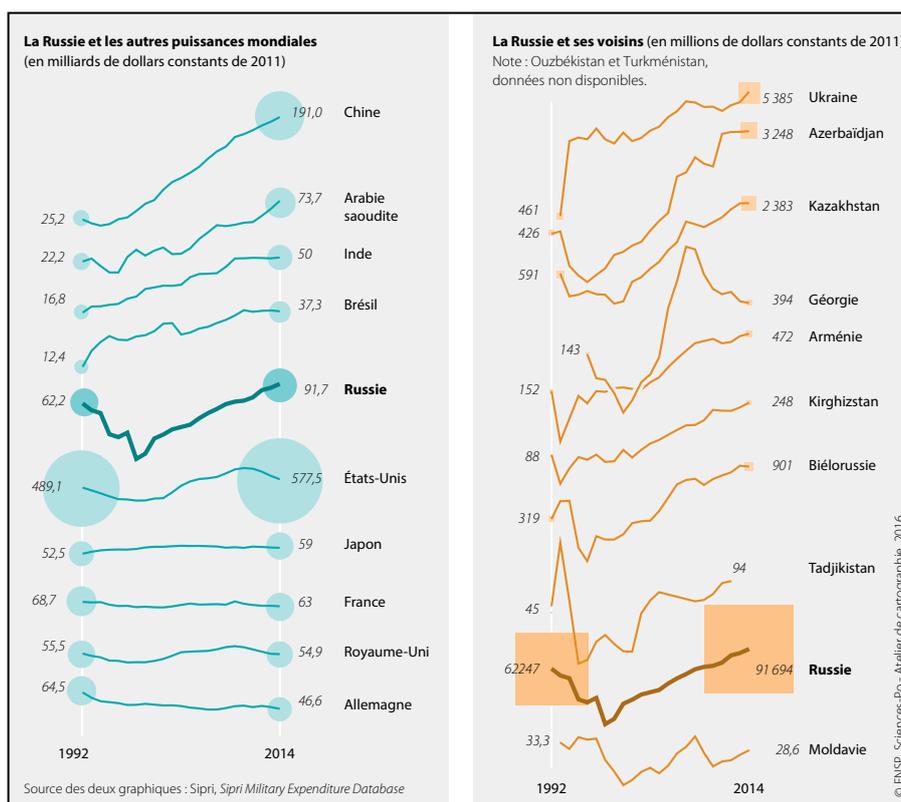
⁸ *Ibid.*, p. 8.

utilisant une gamme de moyens, parmi lesquels les outils militaires ne sont pas les seuls – ni nécessairement les principaux – leviers⁹.

Dans un contexte qui voit croître la part relative des militaires professionnels et des engagés sur contrat, élément clé de la modernisation de l'appareil militaire, les déploiements à l'étranger risquent moins de susciter des réactions négatives de la population russe que les engagements passés en Afghanistan et en Tchétchénie, qui causèrent la perte de trop nombreux conscrits mal entraînés ; cela facilite la prise de décision.

Si tous les objectifs opérationnels, de recrutement, technologiques, de la profonde réforme lancée en 2008 ne sont pas atteints, la modernisation de l'armée russe est en tout état de cause portée par une nette progression de la motivation au sein de ses personnels, liée à la revalorisation de la chose militaire depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine. Se traduisant par une augmentation notable des rémunérations – des officiers comme des contractuels – et par une amélioration de la situation en ce qui concerne le logement des militaires, cette revalorisation passe aussi par le recours croissant – direct ou indirect – du président de la Fédération aux outils militaires sur la scène internationale, que l'opinion publique russe ne semble pas rejeter.

Les dépenses militaires de la Russie Éléments de comparaison (évolution 1992-2014)



⁹ Voir V. Guerasimov (chef de l'état-major), « Tsennost' naouki v predvidenii », *Voенно-promыchlennyi Kour'er*, n° 8, 27 février-5 mars 2013, pp. 2-3.

Les diasporas russes dans la stratégie de *soft power* de Moscou par Céline Marangé

La Conception de politique étrangère de la Fédération de Russie, adoptée en février 2013, se donne notamment pour objectif d'accroître la présence culturelle de la Russie à l'étranger, d'encourager le dialogue avec les communautés d'expatriés et de défendre les droits des Russes partout dans le monde. Régulièrement mis en avant dans les discours des plus hauts représentants de l'Etat, ces trois pans de la diplomatie publique russe n'auraient rien d'exceptionnel s'ils n'étaient associés à la notion de « compatriotes » et s'ils ne visaient à la « préservation de l'héritage historique du monde russe ». L'usage du mot compatriote (*sootečestvennik*) plutôt que de celui de concitoyen (*sograždantin*) n'a, en effet, rien d'anodin. Le terme englobe diverses catégories et générations de « Russes », y compris des personnes n'ayant plus qu'un rapport lointain avec leur pays d'origine, et promeut une conception essentialiste de l'identité, tout autant qu'une définition élastique de la « russité ».

La défense des « compatriotes » russes et russophones d'Ukraine a constitué un élément central du discours russe après le renversement du président ukrainien Viktor Yanoukovitch. A en croire les déclarations répétées des médias et de nombreux responsables politiques, les Russes d'Ukraine couraient alors un danger de mort imminent. Cet argument, dont on sait qu'il était fallacieux, figurait parmi les premiers invoqués lorsque, le 1^{er} mars 2014, le Parlement russe a voté le « recours aux forces armées de la Fédération de Russie sur le territoire de l'Ukraine », puis lorsque le Kremlin a cherché à justifier l'annexion de la Crimée. Si ce discours outrancier s'est beaucoup atténué, le soutien inconditionnel au « monde russe » (*ruskij mir*) n'en demeure pas moins une « priorité absolue de la politique étrangère de la Russie », d'après Sergueï Lavrov, son ministre des Affaires étrangères¹.

S'exprimant en novembre 2015 à l'occasion du cinquième Congrès mondial des compatriotes russes, ce dernier évaluait la « diaspora russe » à 30 millions de personnes, un chiffre largement surévalué, sauf à compter les descendants des émigrés partis après la révolution de 1917. Mis à part le lignage des Russes blancs, dont l'identification à la Russie est loin d'être assurée, il existe aujourd'hui deux diasporas. La première est composée des individus qui se sont trouvés sans le vouloir hors des frontières de la Fédération de Russie au moment de la dissolution de l'Union soviétique ; la seconde de ceux qui, avant ou après 1991, ont choisi d'émigrer, généralement dans un pays occidental, rompant de façon plus ou moins brutale et définitive avec leur pays d'origine². Depuis le début du troisième mandat présidentiel de Vladimir Poutine, en mai 2012, Moscou déploie un programme d'actions tous azimuts³ pour rassembler et organiser ces Russes de l'étranger, qui, au fil des ans, sont devenus non plus seulement un sujet de contentieux au niveau régional, mais un véritable enjeu de politique étrangère.

¹ S. Lavrov, « Le monde russe en voie de consolidation », *Rossijskaâ Gazeta*, 2 novembre 2015, en russe (<http://www.rg.ru/2015/11/02/lavrov.html>).

² A. de Tinguay, *La Grande Migration. La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*, Paris, Plon, 2004.

³ « Programme d'action avec les compatriotes résidant à l'étranger pour les années 2015-2017 », entériné par l'ordonnance du gouvernement de la Fédération de Russie, n° 2321 du 19 novembre 2014.

Les Russes des pays occidentaux : un relais d'opinion et une source d'inquiétude

Des responsables politiques russes affirment régulièrement que les pays occidentaux utilisent le *soft power* pour défendre leurs intérêts nationaux et non les idéaux auxquels ils déclarent adhérer. Ils vont parfois jusqu'à les accuser d'utiliser la diplomatie publique comme un moyen de manipuler les opinions publiques, de renverser des régimes hostiles et de porter atteinte aux « intérêts légitimes » de la Russie. Forts de cette conviction et soucieux de se prémunir de ce qu'ils perçoivent comme une action néfaste, ils développent une stratégie d'influence propre, en s'efforçant de transformer les ressorts même du *soft power* : à leurs yeux, le *soft power* russe ne doit pas se fonder sur des principes politiques, comme la démocratie ou la défense des droits de l'homme, mais sur la grandeur de la « civilisation russe » et l'universalité de sa culture⁴. Ce faisant, ils privilégient trois instruments : les médias, l'Église orthodoxe et la diaspora. Dans les pays occidentaux, l'acception de cette diaspora tend à s'élargir : tout russophone né en Union soviétique y est assimilé à un Russe, quelle que soit son identité ethnique et religieuse, son pays de naissance ou son statut juridique. Les Russes ainsi définis seraient 3,1 millions aux États-Unis, 1,2 million en Israël, autant en Allemagne, et plusieurs centaines de milliers en France.

Nombreux, en général bien intégrés, ces émigrés « russes » de fraîche date peuvent servir de pont entre leur pays d'origine et leur terre d'élection. Ils constituent un relais d'influence auprès des opinions publiques occidentales. Pour les maintenir ou les ramener dans leur giron, les autorités russes ont pris ces dernières années un ensemble d'initiatives. Elles ont lancé des programmes d'excellence visant à faire revenir au pays des scientifiques exilés, ont constitué à cette fin des incubateurs scientifiques en Russie et suscité des projets de recherche communs entre des laboratoires russes et étrangers au moyen de bourses alléchantes. Elles ont surtout investi des sommes colossales dans la création de plusieurs médias internationaux. Russia Today, plus connue sous le sigle RT, est une chaîne de télévision fondée en 2005 et sponsorisée par le gouvernement russe. Elle émet dans plusieurs langues, en anglais, en arabe, en espagnol et, depuis une date plus récente, en français. Très suivie aux États-Unis, elle vient s'ajouter aux nombreuses chaînes de télévision russophones diffusées dans les pays occidentaux. Machine de propagande pour les uns, instrument de promotion de la politique étrangère russe pour les autres, RT se fait fort d'explicitier le point de vue officiel de la Russie sur les dossiers internationaux importants, de porter à la connaissance du public des « informations dissimulées » par les grands médias traditionnels et même de relayer des théories conspirationnistes⁵. Pour appuyer son action, un nouvel organe de communication officiel a été créé en décembre 2013 : il porte le même nom en russe, Rossiâ Sevodnâ (« Russie aujourd'hui ») et regroupe la radio La Voix de la Russie et l'agence de presse Ria Novosti, rebaptisée Sputnik à l'automne 2014 pour faire peau neuve. Comme à l'époque soviétique, cette agence de presse est chargée de

⁴ Y. Kiseleva, « Russia's soft power discourse : Identity, status and the attraction of power », *Politics*, Vol. 35, n° 3-4, 2015, pp. 316-328.

⁵ I. Yablokov, « Conspiracy theories as a Russian public diplomacy tool : The case of Russia Today (RT) », *Politics*, Vol. 35, n° 3-4, 2015, pp. 301-315.

diffuser le point de vue officiel sur la situation intérieure et la politique étrangère de la Russie et plus généralement sur les affaires du monde. Disponible dans vingt-deux langues, elle se présente comme un journal d'information en ligne.

S'ils peuvent servir de courroie de transmission aux idées du Kremlin en Occident, les émigrés russes peuvent aussi exercer une influence en Russie. Des députés russes doutent ouvertement de leur loyauté à l'égard du régime, leur prêtent des sympathies pour l'opposition politique et redoutent leur adhésion aux valeurs libérales, au pluralisme démocratique et à l'Etat de droit. Au plus fort de la période de « confrontation avec l'Occident » qui a suivi l'annexion de la Crimée, diverses mesures ont été prises pour améliorer leur identification et renforcer leur contrôle. Ainsi, depuis août 2014, les citoyens russes disposant d'un passeport ou d'un permis de séjour délivré par un pays étranger sont légalement tenus de se faire enregistrer auprès des autorités du Service fédéral des migrations. Ceux d'entre eux qui vivent à l'étranger ont soixante jours à compter de leur première entrée sur le territoire russe pour s'acquitter de cette formalité. Toute personne dérogeant à la règle est passible d'une amende équivalant à plusieurs milliers d'euros, ainsi que d'une peine allant jusqu'à quatre cents heures de travaux d'intérêt général⁶. D'après le *think tank* moscovite Migration XXI Century, dix millions de personnes seraient concernées par cette loi⁷. Inapplicable en l'état, elle constitue un moyen de pression indirect puisqu'elle crée une faille administrative que les autorités peuvent exploiter le cas échéant. Par ailleurs, pour limiter l'influence des Russes expatriés, la Douma a adopté, en septembre 2014, un projet de loi limitant à 20 % la part que des étrangers et des binationaux peuvent détenir dans les médias russes. Ces limitations s'inscrivent dans la lignée de la loi de 2012 qui oblige les organisations non gouvernementales recevant des fonds de l'étranger à se faire enregistrer comme « agents de l'étranger ».

Les Russes de « l'étranger proche » : un levier de pression et un réservoir démographique

Les autorités ont d'autres raisons de se montrer ambivalentes à l'égard des Russes de l'espace postsoviétique. Si elles s'attachent à renforcer leur cohésion et leur influence politique, elles cherchent aussi à encourager leur retour afin de pallier la grave crise démographique que connaît la Russie. En décembre 2012, Vladimir Poutine appelait à un sursaut démographique pour faire face à la décroissance rapide de la population, passée de 148 à 143 millions en l'espace de vingt ans⁸. Forte de 15 millions de personnes, la diaspora russe dans les ex-pays soviétiques constitue de longue date un vivier de candidats à l'immigration, et présente aux yeux des pouvoirs publics l'intérêt de ne pas poser de

⁶ O. Zeveleva, « Russia's unwelcome citizens », *The New York Times*, 7 octobre 2014 (http://www.nytimes.com/2014/10/08/opinion/russias-unwelcome-citizens.html?_r=2).

⁷ A. Eremenko, « Deadline set for disclosing dual citizenship », *The Moscow Times*, 7 août 2014 (<http://www.themoscowtimes.com/news/article/deadline-set-for-disclosing-dual-citizenship/504769.html>).

⁸ Voir le chapitre rédigé par C. Lefèvre dans ce volume.

problème d'intégration⁹. Il y avait environ 8 millions de Russes en Ukraine avant l'annexion de la Crimée et la guerre dans le Donbass. Il y en aurait entre 3,7 et 4,5 millions au Kazakhstan, 1,2 million en Biélorussie, entre 650 000 et 1 million en Ouzbékistan, 600 000 en Moldavie, 550 000 en Lettonie, 350 000 en Estonie. En janvier 2013, un nouveau programme visant à faciliter les retours volontaires est entré en vigueur. Deux changements sont intervenus : le cercle des membres de la famille a été élargi, et la possibilité de choisir son lieu d'habitation garantie, alors qu'auparavant les candidats devaient établir leur choix d'après une liste de localités préétablie. D'après des déclarations de Sergueï Lavrov, en novembre 2015, 367 000 personnes, dont la moitié venait d'Ukraine, avaient déjà bénéficié de ce programme d'aide au rapatriement.

Le potentiel migratoire des Russes de « l'étranger proche » est généralement estimé à 8 millions de personnes. Une enquête d'opinion menée en 2012 en Allemagne et dans sept ex-pays soviétiques (la Lettonie, l'Ukraine, la Moldavie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan) révèle cependant de forts contrastes régionaux. Un très faible pourcentage de Russes installés en Allemagne et en Lettonie envisageaient de revenir en Russie (respectivement 4,2 % et 4,5 %), ce qui laisse penser qu'ils y vivent dans de bonnes conditions. Ceux qui résident en Ukraine et en Moldavie étaient en revanche nombreux à se déclarer intéressés par cette opportunité (respectivement 65,2 % et 82,6 %), pour des raisons principalement économiques et familiales. Il est intéressant de noter qu'avant la mobilisation de la place Maïdan, une grande majorité de Russes d'Ukraine estimaient qu'ils vivaient dans un environnement culturel favorable. Seuls 5,8 % d'entre eux citaient comme raison d'un possible départ l'existence de discriminations. Ils étaient seulement 13,8 % à évoquer des conflits avec les autres habitants et la crainte d'être évincés d'un milieu culturel russe. En Asie centrale, le pourcentage de Russes envisageant d'émigrer en Russie était assez fort, variant selon la situation politique et socioéconomique du pays considéré. Ils étaient 50,7 % au Kazakhstan et 58,7 % en Ouzbékistan, contre 91,2 % au Kirghizstan¹⁰. Il ressort de cette enquête que les autorités russes dénoncent les discriminations contre les Russes dans les pays où elles sont en réalité les plus faibles (la Lettonie et l'Ukraine).

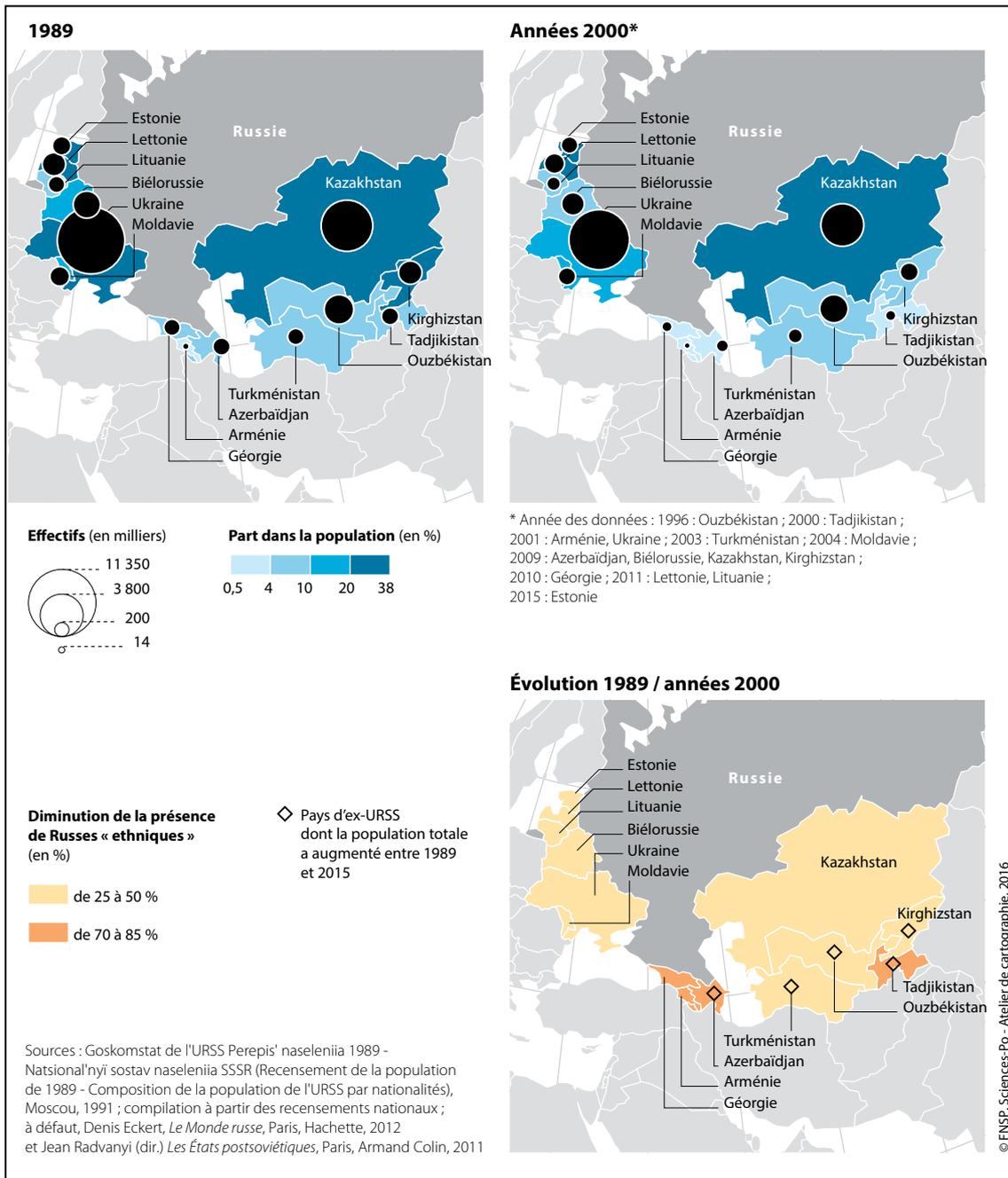
Le Kremlin se dote, depuis plusieurs années, de nouveaux instruments d'influence pour encadrer et orienter les communautés russes qui constituent une part non négligeable de la population de ces pays et qui peuvent donc peser sur le débat politique. En Lettonie, en Estonie et au Kazakhstan, ils représentent environ 25 % de la population totale, en Lituanie 15 %, en Biélorussie, en Moldavie et en Ouzbékistan un peu moins de 10 %. En Ukraine, ils comptaient pour 17,3 % de la population avant l'afflux de réfugiés en Russie, d'après des chiffres datant de 2001¹¹. L'action du gouvernement de Moscou revêt plusieurs aspects. Premièrement, il s'efforce d'étendre la présence culturelle de la Russie et de

⁹ Voir M. Laruelle (dir.), « Les Russes de l'étranger proche et la question de la "diaspora" », dossier paru dans la *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Vol. 39, n° 1, 2008, pp. 5-177.

¹⁰ A. Šustov, « Les Russes reviendront-ils en Russie? », *Stoletie* [Centenaire], 10 avril 2013, en russe (http://www.stoletie.ru/rossiya_i_mir/vernutsa_li_russkije_v_rossiju_970.htm).

¹¹ CIA World Factbook, Ethnic Groups, consulté en novembre 2015.

Les Russes « ethniques » en Eurasie



défendre l'enseignement et le statut juridique de la langue russe. Il a pris diverses initiatives visant à maintenir un réseau d'écoles et de centres culturels russes, le but étant d'empêcher la dissolution des liens avec le pays d'origine que représenterait la perte de la langue maternelle. Deuxièmement, il entend mieux défendre les droits des communautés russes. En 2013, il a créé un Fonds de soutien et de défense des droits des compatriotes vivant à l'étranger. Placé sous le patronage du ministère des Affaires étrangères, il remplit deux missions principales : d'une part, aider les Russes à « défendre leurs intérêts légaux, neutraliser les tentatives de discrimination, avant tout dans les pays baltes » ; d'autre part,

« s’opposer à toute révision des conclusions de la Seconde Guerre mondiale, à l’héroïsation des nazis et de leurs acolytes, ainsi qu’à toute forme et toute manifestation de xénophobie, de nationalisme agressif et de chauvinisme »¹². Il a aussi fondé un journal en ligne dédié à ce public et à cette thématique, *Russkij vek* (« Le Siècle russe »).

Conclusion

Sans doute faut-il rappeler la fonction performative du *soft power*. En affirmant que la Russie défend les droits des minorités russes dans « l’étranger proche », les autorités de Moscou les convainquent que leurs droits sont bafoués, même quand ce n’est pas le cas. En encourageant cette posture victimaire, elles espèrent renforcer la fidélité de ces communautés à leur égard et justifier leur ingérence récurrente dans les affaires intérieures des Etats postsoviétiques. Ce faisant, elles entravent l’émergence de nouvelles allégeances politiques, fondées non plus sur une identité ethnique considérée comme irréductible, mais sur une vision libérale ou républicaine de la citoyenneté. Le meilleur démenti à leur opposer serait sans doute d’accorder aux Russes des ex-pays soviétiques une citoyenneté pleine et entière, en particulier dans les pays baltes qui sont membres de l’Union européenne depuis 2004. Depuis le début de la guerre en Ukraine, les dirigeants baltes s’alarment, à juste titre, de l’influence de la Russie sur les minorités russes de leurs pays. Ne sont-ils pas, d’une certaine manière, pris à leur propre piège ? En restant attachés au *jus sanguinis*, les dirigeants lettons et estoniens récusent eux aussi *de facto* toute conception politique de l’identité nationale. En déniaient le droit de vote à des individus nés sur leur territoire de parents qui en sont également natifs au prétexte que leurs aïeux n’y vivaient pas avant 1940, ils les excluent symboliquement de la communauté nationale et entretiennent leur relation ambiguë à la Russie.¹³

¹² S. Lavrov, art. cité.

¹³ Les opinions exprimées dans cet article n’engagent que son auteur et ne représentent pas la position officielle du ministère de la Défense.

Qui gouverne le Kazakhstan ? par Adrien Fauve

2016 est l'année du vingt-cinquième anniversaire de l'effondrement de l'Union soviétique : l'heure est au bilan. Dans le domaine politique, d'ores et déjà, celui-ci apparaît complexe et contrasté. Au début des années 1990, les Etats issus de l'URSS ont tous affiché un objectif de démocratisation. Comme l'a noté Anne de Tinguy, ils en ont inscrit les fondements dans de nouvelles Constitutions, mis en place des institutions adéquates, « cherché à donner une légitimité à leurs dirigeants en les élisant au suffrage universel, et ont semblé attachés au paysage médiatique diversifié hérité de la perestroïka gorbatchévienne »¹.

Qu'en est-il aujourd'hui ? En un quart de siècle, les trajectoires de ces Etats n'ont certes pas été homogènes. Mais si l'on observe les pays d'Asie centrale, on constate qu'ils ont tous, le Kirghizstan mis à part, renoncé à leur objectif de démocratisation depuis de longues années, et que des régimes autoritaires ont été mis en place. La situation du Kazakhstan est particulièrement représentative de cette évolution, et son importance régionale justifie que l'on s'y arrête.

Le pays est gouverné depuis 1991 par Nursultan Nazarbaev, qui a aujourd'hui 75 ans. Cet ancien membre du Politburo du parti communiste de l'URSS a été le premier, et à ce jour le seul, président du Kazakhstan souverain. Au moment des indépendances, le pays s'est doté des apparences formelles de la démocratie, en particulier dans ses Constitutions successives. Au fil du temps, le pouvoir présidentiel s'est renforcé et les prérogatives des institutions représentatives et intermédiaires ont été réduites. Dès 1995, la Constitution qui garantissait l'Etat de droit a été remplacée, et un référendum a permis au président Nazarbaev de prolonger son mandat jusqu'en 1999. Il a ensuite été réélu cette même année, puis en 2005, 2011 et 2015. Le système mis en place n'a permis ni l'émergence d'un pluralisme politique et de contre-pouvoirs, ni la tenue de compétitions électorales. Différents verrous politiques, typiques du contrôle exercé par les régimes autoritaires sur les institutions du pouvoir, ont permis au Président de contrôler l'espace politique.

Une forte personnalisation du pouvoir et un quasi monopartisme

Au Kazakhstan comme dans tous les pays de la zone, sauf au Kirghizstan depuis la réforme de 2010, le Président est la figure centrale du système politique. Son pouvoir de nomination lui permet de contrôler l'espace politique : c'est lui qui nomme, sans contrôle parlementaire ni populaire, les responsables de la cinquantaine de grands postes de l'Etat (Banque centrale, Conseil constitutionnel, gouvernement des régions, mairies des villes d'Almaty et d'Astana). On assiste aussi à une sacralisation de la figure du Président qui s'apparente à un culte de la personnalité², par le biais d'un dispositif de communication : statues, affiches dans les

¹ A. de Tinguy, « L'Eurasie vingt ans après. Transitions démocratiques ou retour à l'autoritarisme ? », in J. P. Pagé (dir.), *Les Etudes du CERI*, n° 182, décembre 2011, pp. 11-14.

² A. Fauve, « La fabrique de la nation : production des symboles et pratiques quotidiennes au Kazakhstan »,

rues, ouvrages biographiques, musées, documentaires diffusés à la télévision... Tous ces éléments témoignent d'une forme hautement personnalisée du pouvoir, qui fait écho aux analyses de Max Weber sur la légitimité charismatique³. « Premier président de la République du Kazakhstan » et depuis 2010 « Leader de la nation », un statut qui a été inscrit dans la Constitution, Nursultan Nazarbaev s'est forgé une image de garant de la stabilité du pays. L'administration présidentielle a plus d'influence sur la conduite des politiques publiques que les ministres ou les sénateurs. Une majorité des membres de cette élite politique est affiliée au parti présidentiel Nur Otan, qui structure la vie politique et les mobilisations populaires. Les autres partis sont souvent cantonnés à un rôle d'opposition tribunicienne de façade pour maintenir une apparence de démocratie et satisfaire à des standards internationaux comme ceux de l'OSCE (que le Kazakhstan a présidée en 2010).

Le fonctionnement de ce système politique présidentieliste ressemble en définitive à celui de l'URSS : l'Etat-parti, structure pyramidale, contrôle l'ensemble des fonctions importantes (*nomenklatura*), dont la liste nominative est gérée de manière centralisée.

L'exécutif, qui a la maîtrise des ressources administratives, domine largement le système politique, il modifie les échéances électorales et fixe les règles de la compétition politique. Le résultat est un quasi monopartisme. A titre d'exemple, lors des élections législatives anticipées de 2012, Nur Otan a remporté le scrutin avec 80,99 % des suffrages, devant le parti Ak Jol (7,47 %) et le Parti communiste populaire du Kazakhstan (7,19 %). Les quatre autres partis en lice n'ont pas obtenu suffisamment de suffrages pour pouvoir entrer au Parlement (le seuil était fixé à 7 %). Lors des élections présidentielles anticipées de 2015, la participation a été de 95,22 % et le président Nazarbaev a obtenu 97,75 % des voix, selon les chiffres publiés par la Commission électorale centrale. Les autres candidats, Abulgazi Kusainov de la fédération des syndicats et Turgun Syzdykov du parti communiste ont obtenu respectivement 0,64 % et 1,61 % des suffrages.

Cette lecture des dynamiques institutionnelles révèle elle aussi des continuités avec des pratiques datant de l'URSS (culte de la personnalité, contrôle des institutions, monopartisme), qui invitent à qualifier le régime Nazarbaev de pleinement « postsoviétique ». Ce qualificatif est cependant insuffisant pour en saisir la spécificité.

Réseaux et groupes d'intérêts plutôt que clans traditionnels

Les systèmes politiques d'Asie centrale sont souvent perçus comme dominés par des clans traditionnels. Au Kazakhstan, jadis, les trois hordes (*juz* en kazakh) – la grande, la moyenne et la petite – occupaient chacune des zones déterminées de la steppe sur lesquelles transhumaient les nomades au mode de vie agropastoral. Réduire la politique à une affaire d'organisation sociale traditionnelle, plongeant prétendument ses racines dans la période précédant la domination russo-soviétique, ou à une compétition entre les membres de différentes hordes

Revue d'études comparatives Est-Ouest, Vol. 46, n° 3, 2015, pp. 121-159.

³ R. Isaacs, « Charismatic routinization and problems of post-charisma succession in Kazakhshtan », *Studies of Transition States and Societies*, Vol. 7, n° 1, 2015, pp. 58-76.

qui structuraient la vie sociale avant cette colonisation, s'apparenterait à une lecture culturaliste très peu convaincante. L'ingénierie sociale du communisme a en effet profondément modifié les structures sociales traditionnelles : la soviétisation (collectivisation, sédentarisation, industrialisation, urbanisation) a totalement bouleversé cette organisation⁴.

Durant la période soviétique, les structures administratives ont été détournées par les apparatchiks locaux au profit de relations clientélistes qui faisaient de la loyauté entre proches collègues, membres d'une famille élargie ou d'une école de cadres, la base d'un fonctionnement en réseau. On retrouvait le même phénomène en ville, chez les bureaucrates du parti communiste, et les stratégies matrimoniales reproduisaient ce système⁵. Le notable avait une forte visibilité sociale et son influence s'étendait selon des logiques verticales (du paysan au dirigeant) et horizontales (entre notables de différentes localités).

Après 1991, ces réseaux se sont adaptés à la réalité du pays, et de nouveaux intermédiaires ont émergé, comme le montre bien l'analyse des luttes entre les grands acteurs extérieurs (Etats-Unis, Russie, Chine) pour capter les ressources stratégiques (pétrole, gaz, uranium, métaux précieux etc.)⁶. Ces réseaux de pouvoirs, qui se sont hiérarchisés, jouent dans le Kazakhstan contemporain un rôle très important.

Le présidentialisme clientélaire : captation des ressources et liens personnels

La structure apparemment monolithique de l'Etat-Parti soviétique a focalisé l'attention sur l'Etat conçu comme une grosse machine dont on ne connaissait que la tête : Lénine, Staline, Khrouchtchev, Brejnev. Le présidentialisme des régimes politiques d'Asie centrale invite à la même simplification. Pourtant, réduire la vie politique au seul Président ne serait pas non plus pertinent. Un certain nombre de personnes et de groupes d'intérêts jouent un rôle central dans ce système politique.

Au Kazakhstan, la captation des ressources stratégiques de l'économie a permis à quelques grands groupes industriels de construire de véritables empires qui sont très influents. La *holding* d'Etat Samruk Kazyna rassemble les dix personnalités les plus puissantes du pays, qui représentent autant de groupes de pression à l'influence majeure sur les décisions du gouvernement. On pourrait ainsi voir le président Nazarbaev comme un arbitre entre les factions de Timour Koulibaïev (ancien dirigeant de Samruk Kazyna, également membre du conseil d'administration de Gazprom), d'Alexander Machkevitch et Alijan Ibragimov (fondateurs d'ENRC, un des principaux acteurs du secteur minier dans le monde), de Vladimir Kim (propriétaire de Kazakhmys, dans le secteur minier, coté à la bourse de Londres), d'Umizrak Shukeev (ex-PDG de KazMunaiGaz, la principale société d'hydrocarbures, désormais directeur de Samruk Kazyna) et de Vladimir Shkolnik (ex-PDG de KazAtomProm, qui gère l'uranium, à présent ministre de l'Energie).

⁴ I. Ohayon, *La Sédentarisation des Kazakhs dans l'URSS de Staline*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2006.

⁵ B. Petric, *Pouvoir, don et réseaux en Ouzbékistan post-soviétique*, Paris, PUF, 2002.

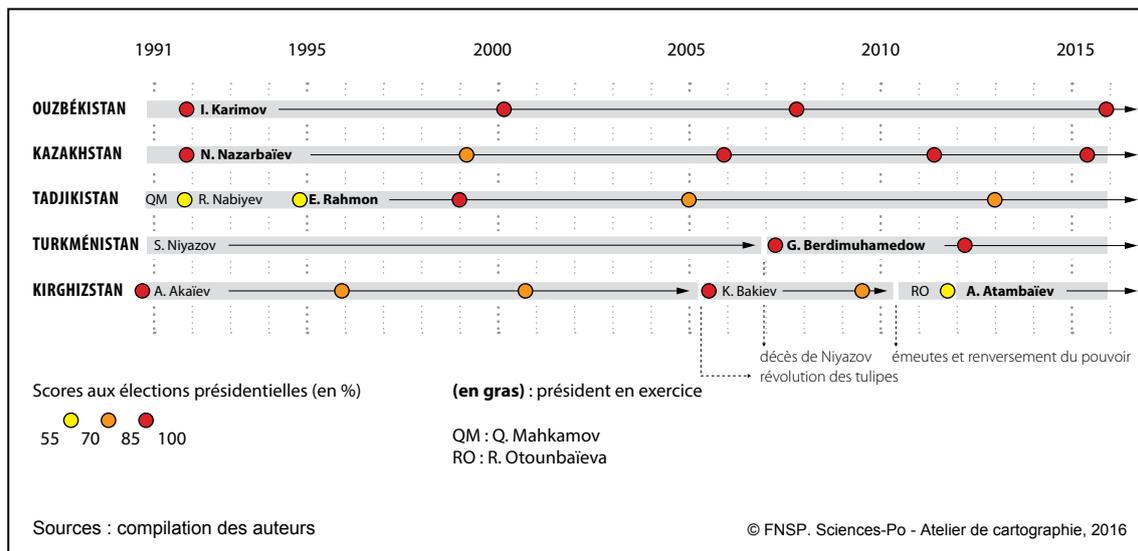
⁶ A. Cooley, *Great Games, Local Rules. The Next Great Power Contest in Central Asia*, Oxford, Oxford University Press, 2012.

Les fonctions de Premier ministre et de chef de l'administration présidentielle confèrent, elles aussi, pouvoir et influence. A titre d'exemple, Karim Massimov, qui fut chef du gouvernement de 2007 à 2012, puis directeur de l'administration présidentielle, est redevenu Premier ministre en 2014. Imangaly Tasmagambetov, Premier ministre en 2002-2003, puis brièvement chef de l'administration présidentielle en 2004, a été maire des deux principales villes du pays (d'Almaty, l'ancienne capitale, de 2004 à 2008, puis d'Astana, la nouvelle, de 2008 à 2014), et est aujourd'hui ministre de la Défense.

Par ailleurs certains membres de la famille du Président occupent des fonctions parfois importantes dans les secteurs culturel, économique, voire politique du pays. Ainsi, Dariga Nazarbaeva, sa fille aînée, femme d'affaires qui a fait fortune dans le domaine de la communication et des médias (agence Khabar), députée à deux reprises (de 2004 à 2007, puis à partir de 2012), vice-porte-parole de la Chambre basse (*mazhilis*), a été nommée vice-Premier ministre en septembre 2015.

L'Etat apparaît ainsi comme un espace social où les individus et les groupes luttent pour le contrôle du pouvoir économique et politique. Une sociologie de l'Etat permet d'aller au-delà du paradigme autoritaire et de replacer les perspectives politiques dans le cadre d'un « présidentialisme clientélaire » (un concept de Henry Hale repris par Marlène Laruelle⁷), qui correspond à une forme de concentration du pouvoir, conjuguée au contrôle par le cercle présidentiel (famille, amis, proches collaborateurs) des principales ressources économiques, auquel s'ajoute une sacralisation de la figure du chef de l'Etat, sorte de père fondateur de la nation. Le jour où Nursultan Nazarbaev disparaîtra, on peut penser que la succession résultera d'un rapport de forces entre ces différents groupes d'intérêts et personnalités qui tirent actuellement leur pouvoir de leur proximité avec le Président.

Longévité politique des dirigeants d'Asie centrale, 1991-2015



⁷ M. Laruelle, « Informalité de l'Etat et appropriation prédatrice des ressources : le présidentialisme clientélaire en Asie centrale », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 20, n° 3, 2013.

Tendances démographiques en Russie et dans les pays du Caucase et d'Asie centrale *par Cécile Lefèvre*

Depuis la fin de l'URSS et jusqu'en 2012, la population de la Russie a significativement diminué d'environ 5 millions d'habitants. Elle est passée de 148,3 millions, son maximum en 1993, à 142,7 millions en 2009, point le plus bas. La décroissance de la population semble aujourd'hui très conjoncturellement enrayée et la tendance est même inversée dans les statistiques officielles de 2015 (voir graphique A), car elles intègrent désormais le nouveau « district fédéral de Crimée » et les migrants russophones d'Ukraine orientale venus s'installer en Russie, ce qui a fait croître mécaniquement la population d'environ 2 millions d'habitants.

Une périodisation du discours politique russe sur la situation démographique

Ce que l'on a appelé la « croix russe », c'est-à-dire le moment où le nombre des décès est devenu supérieur de manière durable à celui des naissances, en 1992 (graphique C), était déjà une source d'inquiétude tout au long des années 1990, mais les préoccupations liées à la crise économique, à la désindustrialisation, à la montée de la pauvreté prenaient alors le pas sur une réflexion démographique de moyen terme.

La démographie est devenue un sujet de déclarations catastrophistes dans les médias et un thème important des déclarations politiques au cours des années 2000. Vladimir Poutine a ainsi fait adopter à partir de 2005 le programme « Conception de la politique démographique de la Russie à horizon 2025 ». C'est dans ce climat qu'a été mise en place une politique familiale explicitement nataliste, avec l'instauration en 2007 du dispositif de « capital maternel » (voir *infra*), et que l'on a observé une convergence des discours du gouvernement et de l'Eglise orthodoxe sur la valorisation de la famille dite traditionnelle.

Les années 2010 marquent une nouvelle étape : l'argument démographique est toujours un motif d'inquiétude, mais il est de plus en plus mêlé à un discours nationaliste, patriotique, de défense du territoire national. En 2012, dans son adresse annuelle à la nation, Vladimir Poutine a rappelé que la Russie devait concevoir plus d'enfants afin de « préserver le territoire russe de la pauvreté », et que la famille de trois enfants devait devenir la norme. Faute de quoi :

« [la Russie] sera un pays pauvre, vieillissant et incapable de préserver son indépendance et même son territoire (...). Si la nation n'est pas capable de se préserver et de se reproduire (...), alors on n'a même pas besoin d'un ennemi extérieur, car tout s'écroulera tout seul ».

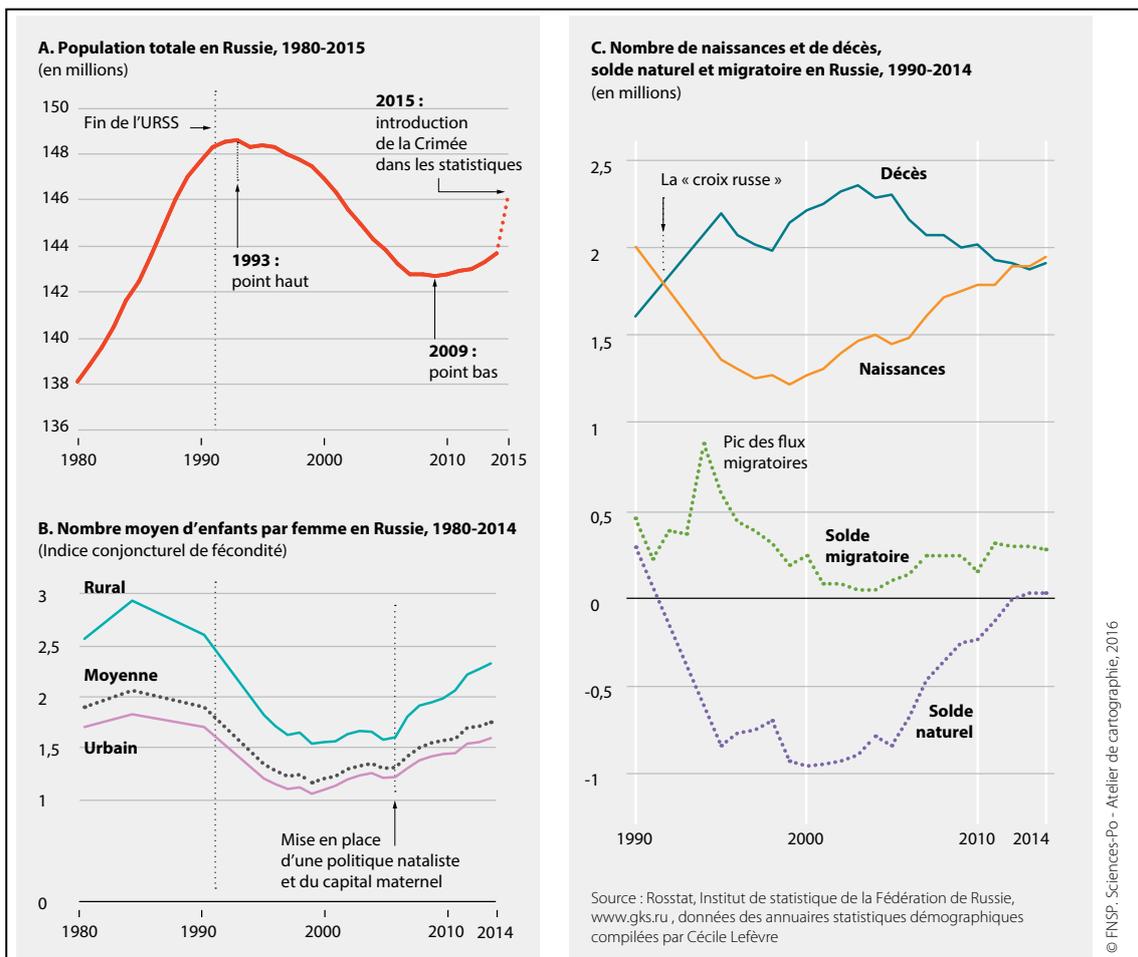
Plus récemment, l'argument démographique a pu être mobilisé comme un motif de satisfaction de la part du gouvernement, qui s'appuie sur toute amélioration des indicateurs. En avril 2014, le Premier ministre Dmitri Medvedev a ainsi souligné que pour la première fois en vingt ans, il était apparu un excédent naturel de la population de plus de 20 000 personnes (graphique C) en 2013 et 2014. Les premières données concernant l'année 2015 indiquent cependant qu'il est redevenu légèrement négatif.

L'indice conjoncturel de fécondité est également avancé comme un indicateur de succès de la nouvelle politique gouvernementale pronataliste. Il a effectivement augmenté tout au long des années 2000 (graphique B) et particulièrement depuis 2007, même s'il reste sous le seuil de renouvellement des générations (2,1 enfants par femme), alors qu'il avait connu une chute brutale et atteint son point le plus bas – 1,16 en moyenne – en 1999. En 2014, il était de 1,75.

Une politique nataliste fortement médiatisée

Cette nouvelle politique comprend un ensemble de mesures (création de journées de fêtes nationales dédiées à la famille et à la natalité, durcissement des conditions d'accès à l'avortement...) et repose principalement depuis 2007 sur le dispositif fédéral dit « capital maternel » (*materinskii kapital*). Celui-ci est attribué à la mère (au père dans des situations

Démographie russe, 1980-2015



particulières) lors de la naissance ou de l'adoption d'un deuxième enfant : il s'agit d'une allocation ponctuelle d'un montant élevé, actuellement de l'ordre de 8 000 euros. Mais, point particulier du dispositif, l'arrivée de l'enfant ne déclenche pas directement le versement de cette allocation : il ouvre un « droit de tirage » sur cette somme, sous trois conditions d'utilisation bien précises. Le capital maternel doit servir à financer les études des enfants, à alimenter l'épargne de retraite de la mère, ou à améliorer ses conditions de logement. C'est ce dernier type d'utilisation qui est plébiscité par plus de 90 % des bénéficiaires.

Les indicateurs de fécondité sont très différents entre la ville et la campagne : le nombre moyen d'enfants par femme est de 1,58 dans les villes, où vivent les trois quarts de la population russe, et de 2,34 en zone rurale (graphique B). Ils diffèrent aussi selon les régions, qui ont été enjointes à compléter le dispositif par un « capital maternel régional » s'ajoutant à l'allocation fédérale, *a priori* pour encourager les troisièmes naissances. Cette politique de soutien à la natalité à deux niveaux, un socle fédéral (du même montant pour toute la Russie mais dont la valeur réelle sur le marché de l'immobilier est très variable selon les territoires) et des dispositifs régionaux, divers en termes de montants attribués, de conditions d'éligibilité et d'usage du « capital », contribue à accentuer les différenciations régionales de fécondité¹.

Ce dispositif explique-t-il la reprise observée de l'indice conjoncturel de fécondité ? Un certain nombre de démographes sont circonspects sur l'effet de la mesure à moyen terme² et expliquent la remontée conjoncturelle de la fécondité comme un effet de structure : c'est au cours des années récentes que les générations de femmes âgées de 18 à 29 ans ont été les plus nombreuses. Le nombre des femmes de cette tranche d'âge (où se situent environ les trois quarts des naissances) a connu un pic dans les années 2007-2008 (plus de 14 millions de femmes nées dans les années 1980, période où la natalité a été relativement soutenue). Cet effet de structure ou de cohorte a été renforcé par un effet de calendrier : les femmes souhaitant avoir deux enfants ont pu anticiper la naissance du second afin d'être sûres de bénéficier du capital maternel. Mais il va s'estomper mécaniquement : ces jeunes femmes ne seront plus que 12 millions en 2016 et moins de 9 millions après 2020 (du fait du rétrécissement de la base de la pyramide des années 1990).

Vladimir Poutine a annoncé le 3 décembre 2015 que le dispositif, prévu initialement pour être temporaire, de 2007 à 2016, serait prolongé de deux ans. Même si elle est contestée par certains en raison de son coût budgétaire, en période de crise économique, cette politique très médiatisée participe en effet fortement au discours patriotique gouvernemental.

¹ A. Tindik et S. Birioukova, « La géographie de la natalité en Russie », *Demoscope*, n° 635-636, mars-avril 2015, en russe (www.demoscope.ru).

² T. Frejka et S. Zakharov, « The apparent failure of Russia pronatalist family policies », *Population and Development Review*, Vol. 39, n° 4, 2013, pp. 635-645 ; V. Elizarov et V. Levin, « Family policies in Russia : could efforts to raise fertility rates slow population aging ? » Russian Federation Aging Project, World Bank, 2015 (<http://documents.worldbank.org/curated/en/2015/09/25045632/family-policies-russia-efforts-raise-fertility-rates-slow-population-aging>).

La campagne de politique nataliste en quelques affiches


 Пенсионный фонд Российской Федерации
www.pfrf.ru

МАТЕРИНСКИЙ КАПИТАЛ
 для семейного благополучия!
365 698 РУБЛЕЙ
 ↑ РАСТЕТ С КАЖДЫМ ГОДОМ

ПОРА РОЖАТЬ
ВТОРОГО!

Le Capital maternel pour le bien-être de la famille..
 365 698 roubles
 Augmente chaque année
 C'est le temps d'avoir un deuxième enfant !
 Je veux un petit frère !

Любовь к Родине начинается с семьи.
 Ф. Бэкон

L'amour pour la patrie commence avec la famille.
 (F. Bacon)

Стране нужны ваши рекорды

Каждую минуту в России рождается 3 человека

Le pays a besoin de vos « records ». En Russie, il y a trois naissances chaque minute

Они родились третьими...

Юрий Алексеевич Гагарин
 (1934–1968)
 Русский летчик,
 Первый в мире космонавт


www.cemya.org.ru

Ils sont nés troisième...
 Iouri Gagarine, premier cosmonaute dans l'espace
 Campagne de l'association « Famille » (www.cemya.org)

Santé et espérance de vie : des améliorations fragiles

Le mouvement de décroissance de la population qui s'était amorcé dans les années 1990 était également lié à la baisse de l'espérance de vie, inédite dans un pays occidental en temps de paix et en l'absence de catastrophe naturelle. Baisse qui a été encore plus marquée pour les hommes que pour les femmes. L'espérance de vie des hommes, particulièrement faible comparée à ce que l'on observe dans les pays européens et occidentaux, est passée en effet pendant plusieurs années en dessous du seuil symbolique de 60 ans (1993-1996 et 1999-2006). En plus longue période, on observe que la Russie a connu dès les années 1960 une stagnation de l'espérance de vie (graphique D). On a souvent expliqué cela par le manque d'inflexion à l'époque des programmes de lutte contre les maladies infectieuses vers une politique plus axée sur la prévention des maladies chroniques, des pathologies cardio-vasculaires et de l'alcoolisme.

Depuis 2005 cependant, on observe pour les hommes comme pour les femmes une augmentation continue de l'espérance de vie à la naissance, de plus de six mois en moyenne par an. Malgré cette croissance rapide, celle des hommes a tout juste retrouvé en 2012 son niveau de 1965 (64,5 ans).

Un des grands principes avancés par le pouvoir soviétique était celui d'un système de santé universel et gratuit. Il existe toujours un système de santé public, décentralisé, dans lequel théoriquement les consultations et soins de base sont gratuits. Mais la majeure partie des frais d'hospitalisation et des médicaments sont payants, sauf dans le cas de certaines maladies graves et pour les plus démunis. Le secteur privé s'est aussi développé. Un système de soins à plusieurs vitesses s'est donc mis en place, à la fois en termes de tarification et d'offre sur le territoire. Depuis quelques années, le secteur de la santé connaît à nouveau de profondes réformes « de rationalisation » (suppression et fusion d'hôpitaux à Moscou, licenciement des médecins âgés) qui ont suscité quelques manifestations. Mais le système de santé souffre surtout d'un sous-financement pointé par l'OCDE (les dépenses publiques et privées de santé ne représentent que 6,5 % du PIB contre plus de 9 % en moyenne dans l'OCDE). Et la part des dépenses de santé assumée directement par la population (*out of pocket*) est passée de 11 % en 1994 à environ un tiers aujourd'hui.

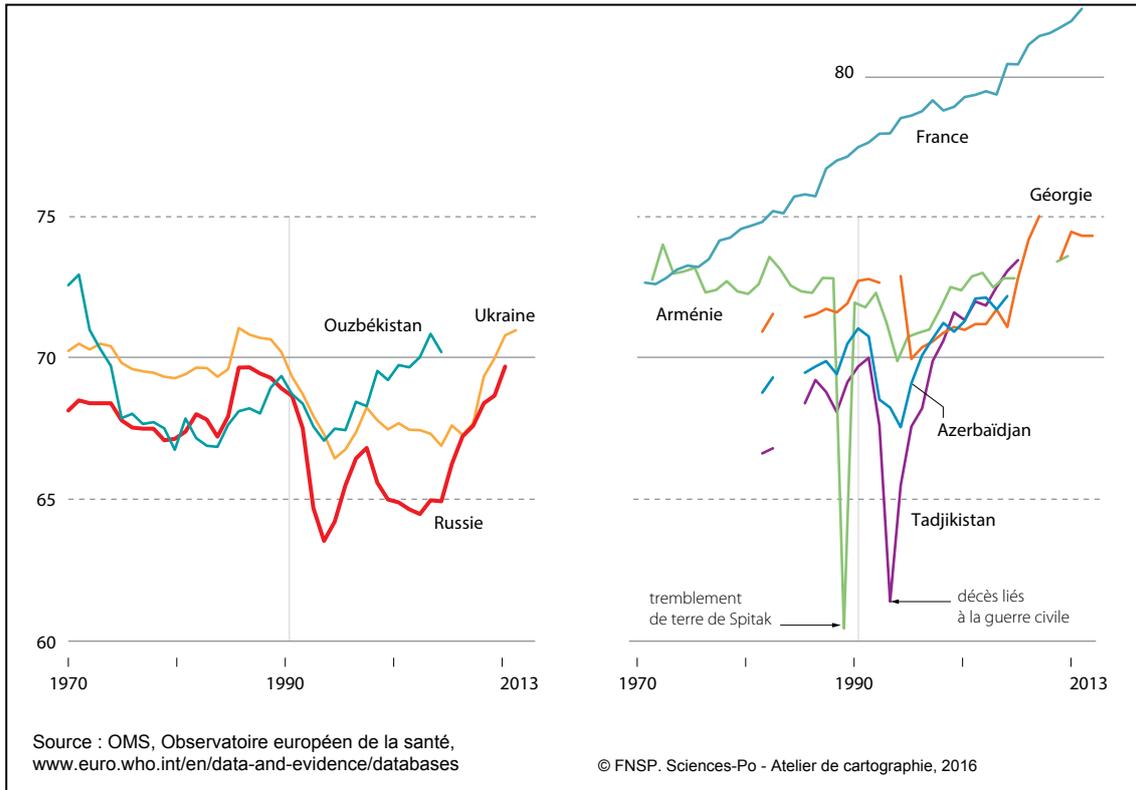
La mortalité reste donc à des niveaux élevés (13,2 ‰ en 2013), notamment chez les hommes : seuls 60 % d'entre eux vivent jusqu'à l'âge de la retraite (60 ans). Cette situation pose une question de santé publique (lutte contre l'alcoolisme, le tabagisme, les accidents de la route), mais aussi de déficit sur le marché du travail.

Projections, marché du travail et migrations

Selon les projections des Nations unies de juillet 2015, la population de la Russie devrait continuer à diminuer sensiblement, et atteindre en 2050 entre 115 et 143 millions au plus, l'hypothèse moyenne étant 129 millions.

Ce mouvement va entraîner une augmentation des tensions sur le marché du travail à moyen terme. Actuellement, les besoins de main-d'œuvre sont déjà importants et liés à la surmortalité

Graphique D
Espérance de vie à la naissance, 1970-2013



des hommes actifs d'âge mûr. La population active diminue chaque année, et le nombre de Russes en âge de travailler, évaluée par l'institut de statistiques russe (Rosstat) à 84 millions en 2014, pourrait chuter de 7 à 8 millions de personnes d'ici 2025, ce qui est particulièrement préoccupant dans les régions déjà peu densément peuplées de Sibérie et d'Extrême-Orient.

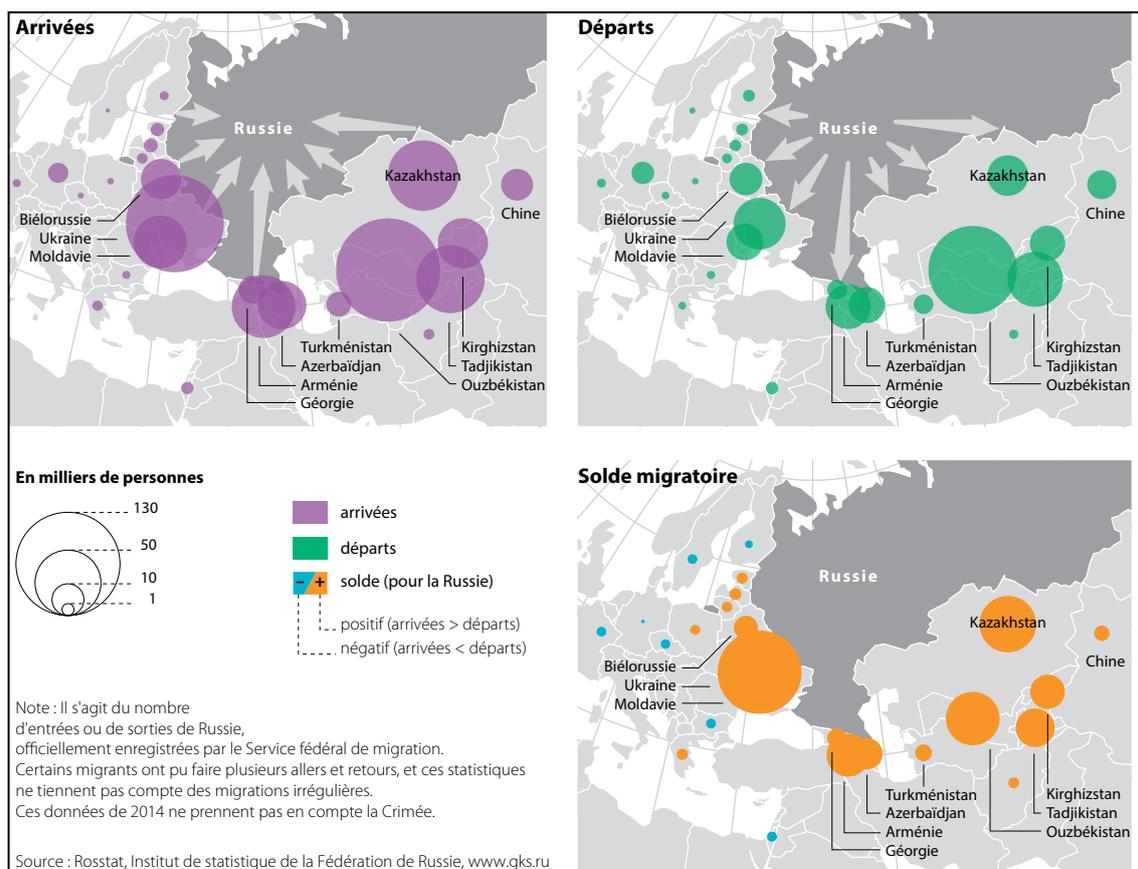
Une nouvelle politique d'encouragement à l'immigration est officiellement affichée pour faire face à cette décroissance et plus particulièrement à l'insuffisance de la population active dans certains secteurs d'activité. Le solde migratoire de la Russie est effectivement régulièrement positif (voir graphique E), même s'il a connu des variations importantes. Mais il reste modéré rapporté à la population et à la taille du territoire, tandis qu'il joue un rôle majeur pour les pays de départ, ex-Républiques soviétiques du Sud.

La situation démographique des pays du Caucase et d'Asie centrale

Près de 90 % des migrants arrivant en Russie viennent des pays de la Communauté des Etats indépendants et notamment des pays d'Asie centrale et du Caucase : les principaux Etats de provenance en 2014 étaient l'Ouzbékistan, l'Ukraine, le Kazakhstan, le Tadjikistan et l'Arménie. Hors CEI, les deux premiers pays de provenance sont la Chine et la Géorgie.

Une nouvelle tendance se dessine : l'émigration reste importante mais les flux de retour et les migrations circulaires s'intensifient également depuis 2012, en lien avec la crise économique

Graphique E La Russie et ses migrations, 2014



qui sévit en Russie. Qu'il s'agisse de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie, de l'Ouzbékistan ou du Tadjikistan, on observe à la fois une croissance du nombre des arrivées en Russie (officiellement enregistrées, ce qui constitue donc une estimation basse), mais aussi une croissance des départs de Russie, et au final une diminution du solde migratoire net entre 2012 et 2014.

Au-delà de cette tendance commune concernant les flux migratoires, le Caucase et l'Asie centrale se différencient fortement en matière de fécondité et de structure de la population.

En ce qui concerne le niveau de fécondité, on observe clairement une dichotomie. Les trois pays du Caucase connaissent actuellement un taux de fécondité inférieur (Arménie et Géorgie) ou proche (Azerbaïdjan) du seuil de renouvellement des générations. On a observé au cours des années 1990 et 2000 une très forte diminution du nombre moyen d'enfants par femme en Géorgie et surtout en Arménie, où un minimum de 1,02 a été atteint en 2001 alors qu'il était de 2,6 dix ans plus tôt. Cette diminution de la fécondité s'est accompagnée dans les trois pays du Caucase d'une augmentation du taux de masculinité à la naissance (*sex-ratio*), qui résulte du développement de la pratique d'avortements sélectifs. Cette tendance, qui s'est stabilisée voire a un peu diminué au cours des années récentes, s'explique par un faisceau de facteurs socioéconomiques, culturels et médicaux³.

³ S. Hohmann, C. Lefèvre, M. Garenne, « A framework for analyzing sex-selective abortion : The example

Le nombre moyen d'enfants par femme est au contraire toujours supérieur à 2,1 dans les pays d'Asie centrale : 2,3 à 2,5 pour le Turkménistan, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, et même supérieur à 3 au Tadjikistan et au Kirghizstan. Cela correspond à un schéma de transition démographique diversement avancé : la fécondité est assez élevée dans ces pays mais la mortalité infantile également, excepté au Kazakhstan. Cela renvoie surtout à des dynamiques et des structures de population différentes. C'est en Géorgie que le vieillissement de la population est le plus fort (et le plus semblable à celui des pays occidentaux), avec une proportion de personnes âgées de 65 ans et plus supérieure à celle des moins de 15 ans. L'Arménie a une structure assez proche. Le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan sont dans une situation intermédiaire, et les quatre pays d'Asie centrale se caractérisent par une population jeune, composée pour près d'un tiers par des enfants de moins de 15 ans, et une population âgée de plus de 65 ans représentant seulement 5 à 6 %. Ce dernier trait est dû à la fois à un effet de structure relative de la population, et à une espérance de vie qui reste assez faible en Asie centrale, même si elle a plutôt connu une croissance autour des années 2000 en Ouzbékistan et au Tadjikistan, et qu'elle y est un peu plus élevée pour les hommes qu'en Russie, excepté au Turkménistan. Les pays du Caucase se distinguent en affichant les espérances de vie les plus élevées (graphique D), ce qui est souvent mis en relation avec une meilleure alimentation et un moindre alcoolisme qu'en Russie, ainsi qu'avec un système de santé de meilleure réputation en Géorgie et en Arménie que dans les autres Républiques du sud de l'ex-URSS⁴.

Quelles sont les perspectives démographiques pour ces pays d'Eurasie ? Tout d'abord il s'agit de petits pays de ce point de vue. Excepté l'Ouzbékistan (près de 29 millions d'habitants) et le Kazakhstan (16,4 millions d'habitants, répartis sur un grand espace peu densément peuplé), les autres Etats comptent moins de 10 millions d'habitants, ce qui limite leur poids démographique dans les configurations géopolitiques. L'Arménie et la Géorgie connaissent comme la Russie une diminution de leur population, liée à la faible fécondité mais surtout à l'émigration importante des personnes d'âge actif, ce qui constitue un sujet d'inquiétude pour ces pays. La situation est légèrement différente en Azerbaïdjan en raison d'indicateurs de fécondité un peu meilleurs et surtout d'un contexte économique plus porteur en raison des exportations pétrolières. Les Etats d'Asie centrale en croissance démographique restent fortement pourvoyeurs de main-d'œuvre en Russie (notamment l'Ouzbékistan et le Tadjikistan), et leurs principaux enjeux en matière de politique de population se situent surtout dans la baisse de la mortalité et plus globalement dans l'amélioration des conditions sanitaires.

of changing sex ratios in Southern Caucasus », *International Journal of Woman's Health*, octobre 2014, Vol. 6, pp. 889-897.

⁴ C. Lefèvre, S. Hohmann, « Post-Soviet transformations of health systems in the South Caucasus (Armenia, Azerbaijan, Georgia) », *Central Asian Affairs*, 2014, n° 1.1, pp. 48-70.